Hors série n° 7 • numéro d'été • reparution hebdo le 4 septembre

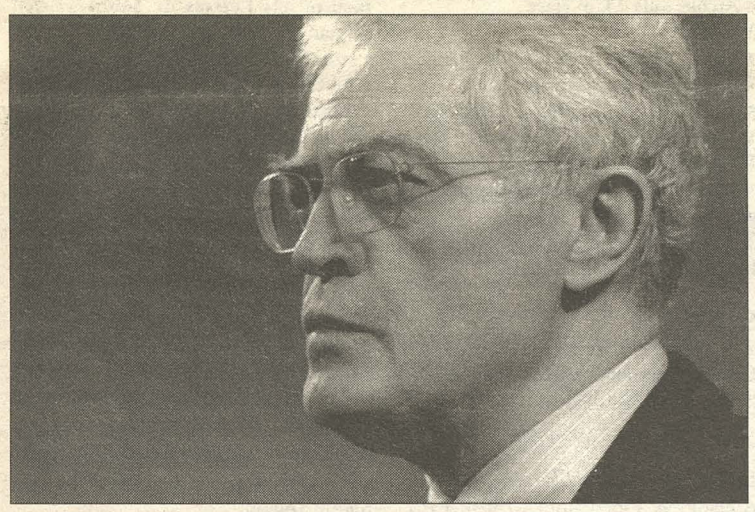
le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

20 F

On verra en septembre !

PÉNIBLE, LE YOYO ! Pour ce dernier numéro du Monde libertaire avant les vacances de juillet, le voila qui nous sert un programme de gouvernement sensé valoir pour les cinq prochaines années. Alors ? Tant pis pour le port ? Et pour la limonade ? L'affaire serait grave si la mise en pratique des projets jospinesques n'étaient remise à septembre. Nous ne ressentons pas d'urgence à commenter. Toutefois afin de ne pas



bronzer idiot et partant du principe qu'on doit être sérieux quand on a cent deux ans, tenterons-nous ici de semer les graines d'une réflexion d'où la révolte ne saurait que germer dans quelques mois. Voici donc un petit lexique du « penser Jospin » à l'usage des lézards, la place manquant, nous ne retiendrons que quelques-uns des quarante points annoncés).

Les femmes et les enfants d'abord.

Révision constitutionnelle pour obtenir la parité hommes-femmes. Voilà pour vous, Mesdames. Bientôt et même si l'envie ne vous vient pas, il va falloir que vous alliez participer obligatoirement et à part égale au cirque étatique. On s'y attendait bien depuis qu'on vous avait flanqué – comme la culture, la pauvrette – d'un ministère. Le droit vous est enfin reconnu – à moins qu'il s'agisse d'un devoir – de faire autant de conneries et de commettre autant d'ignominies que les bonshommes. La victoire est au bout de l'édit mais peut-être semblera-t-elle amère à celles d'entre vous qui persisteraient à croire que l'égalité ne se gagne pas dans les chambres - y compris celle des députés – et ne se mesure pas en nombre de postes.

D'ailleurs il vaudra mieux pour vous que vous remontiez vos manches de superwomen puisqu'on va arrêter de vous subventionner pour fabriquer des chômeurs si vous vous obstinez à vouloir gagner autant de pognon que vos mecs : allocations familiales accordées exclusivement aux foyers dont le revenu n'excède pas 25 000 F. Ca à l'air d'être une grosse somme 25 000 francs mais, pour peu qu'il y ai un « grand » qui travaille, elle est vite atteinte. Vous pourrez toujours vous consoler avec l'allocation de rentrée scolaire portée de 420 F à 1 600 F.

Sans doute les quelques sept milliards de francs ainsi économisés par l'état serviront-ils à financer la lutte contre la violence dans les établissements scolaires et l'impression des manuels d'instruction et les cours de morale civique.

Que les plus grands de vos enfants se rassurent, ils ne sont pas oubliés puisqu'il est question de la mise en place d'un plan social étudiant de plus et de la mise en route dès l'automne du plan emploi pour 700 000 jeunes. Est-ce le nouveau nom des contrats bidons et autres stages débiles stigmatisés avec talent par le Cyber Trash Critic (1) ?

Que ceux qui s'angoissaient à l'idée d'échouer au concours de bon mouton-citoyen arrêtent de flipper, ils bénéficieront d'une inscription automatique sur les listes électorales et donc d'un recensement automatique afin qu'ils n'oublient pas le rendez-vous citoyen qui accompagne la suppression confirmée du service national.

Reste à savoir si ceux que l'armée n'intéresserait pas s'y verront proposer un des 35 000 emplois de proximité pour renforcer la police ?

La revanche des porteurs de robes sur les chaussettes à clous.

Carrières des magistrats du parquet gérées par le Conseil supérieur de la magistrature, non intervention du garde des Sceaux dans les instructions des affaires individuelles, contrôle accru de la police judiciaire par la justice. Tant qu'à faire, pourquoi le Premier ministre n'a-t-il pas annoncé ouvertement qu'il estimait – à juste titre – que la police était un repaire de ripoux et de tueurs en puissance et annoncé la dissolution de cette malodorante institution ? Mais oui ! J'oubliais, il ne veut pas se séparer de ses fonctionnaires. D'ailleurs, il n'évoque qu'un projet de réforme pour les Renseignements généraux.

L'esclavage salarial maintenu

Pour contrebalancer les créations de chômage qui découleront des abandons du canal Rhin-Rhône et du surgénérateur Superphénix, et pour justifier son étiquette de socialiste, le Yoyo nous promet qu'enfin on rasera gratis… euh, non, je me suis trompé de discours. Il n'est question que d'une hausse de 4 % du Smic, d'une révision de la législation sur les licenciements économiques et du transfert progressif des cotisations salariales d'assurance maladie sur une CSG élargie (difficilement compatible avec un plan pour le développement des PME et avec une aide aux entreprises de main-d'œuvre, ces esclavagistes notoires). Si on ne pourra plus licencier aussi facilement (ce qui restera à démontrer), il restera les vieilles recettes : le départ en retraite des salariés ayant cotisé quarante ans et la réduction négociée de la durée du travail.

En conservant dans le giron de l'état les entreprises publiques qui devaient être privatisées (en les adaptant au marché), le gouvernement persiste à s'afficher comme le plus gros patron de France… une raison de plus pour l'abattre.

Autrement dit, si les mots changent, la réalité ne se modifie pas et nous continuerons à payer notre tribu aux parlementaires et autres parasites ministériels et à trimer pour les mêmes négriers qu'avant les législatives… ça valait vraiment le coup d'aller voter, n'est-ce pas ?

La cerise sur le gâteau

On pouvait espérer se consoler du côté des arts et de la culture mais, là non plus, le projet ne rassure pas. Si nous avions bénéficié d'une paix relative depuis que le gouvernement s'occupait de dilapider les acquis sociaux et de nous renvoyer au moyen âge du social, c'est fini. Certes, je me réjouis de voir que, pour la télévision publique, il devrait y avoir moins de recettes publicitaires (j'en ai marre de zapper toutes les vingt minutes). Mais je m'inquiète du renforcement du Conseils supérieur de l'audiovisuel. Pour ceux qui l'ignoreraient encore, la principale fonction du CSA consiste à étouffer toute volonté d'indépendance dans la création en imposant un ton, un style et une uniformisation de la pensée qui n'a rien à envier aux idéaux culturels de Goebbels. Alors, quand j'apprends qu'un pour cent du budget de l'état sera consacré à la culture, je me dis qu'on n'a pas fini de bouffer du BHL.

Bonne vacances tout de même.

Alain L'Huissier
Groupe de la Villette
email : alain@minitelorama.com

(1) Cyber Trash Critic édite des livres hors normes qui présentent une critique libre et sans concession de la société française actuelle. (Ouvrages en vente à la librairie du *Monde libertaire*)

EDITORIAL

« En quoi reconnaît-on l'humanité en chaque homme ? » Voilà un des sujets de philosophie, parmi d'autres, proposés cette année dans l'académie de Lyon, où l'Homme avait une place de choix.

L'année prochaine, dans les programmes de baccalauréat professionnel, il sera question de citoyenneté. L'État va s'occuper des gosses de banlieue ! Dans les Hauts-de-Seine, des « journées citoyenneté » ont été organisées dans les collèges avec pour thème la solidarité afin de montrer aux jeunes, dit-on, les droits et devoirs de l'Homme dans notre belle société capitaliste. Quant aux élèves de l'école primaire, visite de mairies, de commissariats, de palais de Justice fleurissent un peu partout.

L'école, qui a toujours été un pilier de l'État pour la domination des individus a désormais un rôle précis : substituer à une révolte éventuelle des jeunes face aux inégalités un discours humaniste culpabilisant ; refaire marcher, via le concept de citoyenneté, la machine électorale bien grippée (35 % d'abstention dont beaucoup chez les jeunes lors des dernières élections).

Même à Amsterdam, les États européens, pour faire plaisir à leur population, ont « parlé » emploi et social. Cela ne mange pas de pain et permet de « faire » comme avant ! C'est-à-dire continuer les restructurations, les licenciements derrière un visage humain. Cette esbroufe va permettre aux différents gouvernements de mieux gérer les crises sociales à venir, et d'encadrer les futures révoltes. Jospin, en faisant rentrer dans son gouvernement des ministres communistes va avoir beau jeu de rappeler au PC sa participation à la signature du pacte de stabilité. Même avec un déficit public au-dessus de 4 %, le futur collectif budgétaire ne pourra qu'être approuvé à l'Assemblée, et permettra de continuer une rigueur « humaine » sur le dos des travailleurs.

Face à cette prolifération de faux-semblants, la quête de la liberté et de l'égalité sociale semblent plus que jamais d'actualité. Les anarchistes doivent continuer leurs luttes afin que cet humanisme bêlant soit combattu pied à pied. Ce discours veut gommer la lutte des classes. Dénonçons-le partout où nous pouvons lutter : écoles, entreprises, quartiers ! « La conscience d'être libre est-elle illusoire ? » (sujet philo bac). Certainement pas !

ISSN 0026-9433

T 6726 - 7 H - 20,00 F - RD

Un numéro hors série du *Monde libertaire* paraîtra le 31 juillet. Il sera consacré à la venue du pape

fédération anarchiste

Si vous voulez rejoindre la Fédération anarchiste pour participer à notre lutte, mais qu'aucun groupe n'existe à proximité de chez vous ou aucune adresse n'est disponible ci-dessous, adressez-vous alors aux Relations intérieures c/o librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AIN (01)
■ Liaison d'Ambérieu-en-Bugey c/o Michel Bellaton, 11, rue de la Flodière, 01640 Jujurieux.)

AISNE (02)
■ Groupe Pierre-Kropotkine c/o Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux.
Permanences : deuxième et quatrième mardis du mois à 20 h 30.

ALPES-MARITIMES (06)
■ Groupe Durruti c/o ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

ARDÈCHE (07)
■ Groupe d'Aubenas c/o Cercle social ardéchois, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

ARDENNES (08)
■ La Question sociale, BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse.

ARIÈGE (09)
■ FA de l'Ariège c/o Alain Feliu, Centre « Les Marmottes », 09460 Artigues.
■ FA de l'Ariège c/o Joaquim Lopez, 09000 Celle.

AVEYRON (12)
■ Liaison Sud-Aveyron c/o SAP, BP 2, Montlaur, 12400 Saint-Affrique.

CHARENTE (16)
■ Groupe d'Angoulême c/o Chantal Lavie, 16, rue Cité-Poudrière, 16000 Angoulême.

CHARENTE-MARITIME (17)
■ Groupe Michel-Bakounine c/o ADIL, BP 3, 17350 Port-d'Envaux.

CHER (18)
■ Groupe Georges Brassens c/o Le cercle carré B.P. 6121, 18024 Bourges

CÔTE-D'OR (21)
■ Groupe de Dijon c/o GREL/La Mistoufle, 6, rue du Dr Chaussier, 21000 Dijon.
Permanences : mardi et vendredi à partir de 21 h ; samedi de 15 h à 18 h.

CREUSE (23)
■ Fédération anarchiste de la Creuse c/o Alayn Dropsy, Le Bourg, 23150 Saint-Yrieix-les-Bois.

DOUBS (25)
■ Groupe Pierre-Joseph-Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.

EURE (27)
■ Groupe d'Evreux c/o CEREL, BP 263, 27002 Evreux cedex.

EURE-ET-LOIRE (28)
■ Groupe libertaire de Chartres.
Permanence : le premier vendredi du mois, de 20 h 30 à 22 h, à l'Hôtel Maleyssie, 2, rue Chanzy, à Chartres.

FINISTÈRE (29)
■ Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.
■ Liaison Morlaix. c/o librairie du *Monde libertaire*.

GARD (30)
■ Groupe FA du Gard c/o AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

HAUTE-GARONNE (31)
■ Groupe Albert-Camus c/o FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.
Permanences : mercredi et jeudi de 18 h à 20 heures.

GIRONDE (33)
■ Groupe Emma-Goldman c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
Permanences : samedi, de 15 h à 17 heures.
■ Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

HÉRAULT (34)
■ Groupe de Montpellier c/o L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.
Permanence : jeudi à 20 h 30 (même l'été).

ILLE-ET-VILAINE (35)
■ Groupe La Commune, B.P. 1656, 35017 Rennes cedex 2.
Permanence : mardi, à partir de 20 h 30.
Vente du ML : samedi matin sur le marché des Lices.
■ Groupe Sabaté, ACL 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

ISÈRE (38)
■ Groupe Jules-Vallès de Grenoble c/o La faille, BP 2301, 38033 Grenoble.
Table de presse : mercredi, de 12 h à 14 h, au restaurant universitaire Diderot, faculté de Lettres et Sciences humaines de Saint-Martin-d'Hères.

■ Liaison de Bourgoin-Jallieu c/o « Contre-Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche.

LOIRE (42)
■ Groupe Nestor-Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
Permanences : premier et troisième mardis du mois, de 20 h à 22 h, salle 15 bis, Bourse du Travail.
Ventes ML :
• vendredi de 12 h à 14 h, hall de la faculté des Lettres ;
• dimanche matin sur le marché aux puces (stade Geoffroy-Guichard).
Emission de radio : « Rouge et Noir », radio Dio (89.5), jeudi de 21 h à 22 h. Tél. : 77.25.05.94.

LOIRE-ATLANTIQUE (44)
■ Groupe Milly-Witkop c/o « Le Local », 16, rue Sanlecque, quartier de la Chaussée de la Madeleine, 44000 Nantes.
Permanences : mardi et vendredi, à partir de 19 h 30.

LOIR-ET-CHER (41)
■ Groupe Val de Loire c/o BP 1, 41190 Molineuf.

MAINE-ET-LOIRE (49)
■ Groupe Malatesta, c/o L'Etincelle, 26, rue Maillé, 49000 Angers.

MANCHE (50)
■ Groupe de Cherbourg c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.
Permanence : premier samedi du mois, à partir de 17 h, au Foyer Jacques-Prévert, à Octeville.

HAUTE-MARNE (52)
c/o librairie du *Monde libertaire*.

MEURTHE-ET-MOSELLE (54)
■ Groupe Jean-Roger-Caussimon c/o CRES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy.
Vente ML : dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

MORBIHAN (56)
■ Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 12, rue Colbert, 56100 Lorient.
■ Groupe René-Lochu de Vannes c/o groupe Francisco-Ferrer.

MOSELLE (57)
c/o librairie du *Monde libertaire*.

NORD (59)
■ Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Baroeul.
Permanence (avec débat) : le premier mercredi de chaque mois, à partir de 20 h, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet (métro République), à Lille.
Table de presse : mercredi, 11 h 30 - 14 h 30, hall de l'université Lille III (Pont-de-Bois, Villeneuve-d'Ascq).
Ventes ML :
• vendredi, entre 17 h et 19 h, devant la gare de Lille ;
• samedi midi à la sortie des lycées Faidherbe, Gaston-Berger et Pasteur ;
• dimanche, de 10 h à 13 h, sur le marché de Wazemmes (Lille).
Emission de radio : « Humeurs Noires - La Voix sans Maître », réalisée avec le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille-Fives), vendredi, de 19 h 30 à 20 h 30, sur Radio Campus (106.6).
■ Groupe May Picqueray, c/o Centre culturel libertaire Benoît Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.
Ventes ML :
• dimanche sur le marché du quartier de l'Epeule entre 10 h30 et 11 h 30 à Roubaix ;
• mardi devant la cafétéria du CROUS de Lille III entre 10 h30 et 11 h 30.

PUY-DE-DOME (63)
■ Groupe Spartacus c/o c/o librairie du Monde libertaire.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (66)
■ Groupe Puig-Antich c/o CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.
Permanence : samedi, de 15 h à 19 h, à la librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.
Publie *Infos et analyses libertaires* (revue de l'Union régionale du Sud-Ouest).
Archives : librairie Infos (pour étudiants et universitaires).

BAS-RHIN (67)
• Liaison Bas-Rhin c/o Rémon, BP 35, 67340 Ingwiller.

RHÔNE (69)
■ Groupes Déjacque, Durruti et Kronstadt c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.
Permanences : mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 15 h à 19 h.
Soirée de débat : « Le Café libertaire », chaque jeudi, à La Plume Noire.
Emission de radio : « Idées Noires », mercredi, de 21 h à 22 h, sur Radio Libertaire (102.2).

SARTHE (72)
■ Groupe du Mans c/o FA, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.
Permanence : deuxième samedi du mois, de 14 h à 15 h, Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, salle 23, 3e étage.

■ Groupe La Sociale c/o FA, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.
Permanence : jeudi, de 18 h 30 à 19 h 30, Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, salle 23, 3e étage.
Vente ML :
• mardi, 7 h 45 : lycée Montesquieu ou Bellevue (une semaine sur deux) ;
• jeudi, 12 h : Restaurant universitaire ;
• vendredi, 7 h 45 : devant le lycée Washington ;
• samedi, 11 h : marché de la cité des pins.
■ Liaison « Le Loir » (sud Sarthe) c/o librairie du *Monde Libertaire*.

SAVOIE (73)
■ Groupe FA de la Maurienne c/o Groupe libertaire de la Maurienne, BP 2, 73870 Saint-Julien-Montdenis.

PARIS (75)
Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot (M° Oberkampf), 75011 Paris. Tél. : 48.05.34.08. Fax : 49.29.98.59.
La librairie est ouverte du lundi au vendredi, de 14 h à 19 h 30 et samedi de 10 h à 19 h 30.
■ Groupe Berneri c/o librairie du Monde Libertaire.
Permanence : mercredi, de 19 h à 20 h, au bar « Le Métro », sortie du métro Abbesses, 75018 Paris.
Emission sur Radio Libertaire (89.4) : « Ras-les-Murs » (émission sur la prison), mercredi, de 20 h 30 à 22 h 30.
■ Groupe Paris-Sud (11e, 12e et 13e arrondissements) c/o librairie du *Monde libertaire*.
■ Groupe Malatesta c/o librairie du *Monde libertaire*.
■ Groupe Maurice-Joyeux (14e arr.) c/o librairie du *Monde libertaire*.
■ Groupe Février c/o librairie du *Monde libertaire*.
Emission de radio : « Femmes Libres », mercredi, de 18 h 30 à 20 h 30. Rediffusion le mardi suivant, entre 9 h et 11 h.
■ Groupe La Vache Folle c/o librairie du Monde libertaire.
Emissions musicales sur RL : « Trafic », mercredi, de 22 h 30 à minuit ; « Epsilonia », jeudi, de 22 h 30 à 7 h.
Emission d'actualité : « Chronique Hebdo », jeudi, de 10 h à midi.
Edition : histoire-philosophie (Les Cahiers de La Vache folle) ; poésie (Les Cahiers poétiques de La Vache folle) ; édition musicale : Visa (musiques indépendantes).
■ Groupe La Villette c/o librairie du Monde libertaire.
Vente ML : vendredi, de 18 h à 19 h, au métro Jaurès.
Permanence le dernier jeudi du mois à l'Usine, 102 bd de la Villette, 75019.
■ Groupe Louise-Michel c/o « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.
Permanence : samedi, de 15 h à 17 h, au local « La Rue », avec tenue d'une bibliothèque.
Ventes ML : dimanche, de 11 h à 12 h, sur le marché de la rue Lepic et de 11 h à 12 h 30, sur la marché de la rue du Poteau.
■ Groupe Pierre-Besnard c/o librairie du Monde libertaire.
Vente ML : dimanche, de 11 h à 12 h, sur le marché de la place des Fêtes.
Emission sur RL : « Chroniques syndicales », samedi, de 11 h 30 à 13 h 30.

SEINE-MARITIME (76)
■ Groupe Clément-Duval c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.
Vente du ML : samedi, de 10 h 30 à 12 h, sur le marché de la place Nationale.
■ Groupe de Rouen c/o CES, BP 4202, 76723 Rouen cedex.
Ventes ML :
• mercredi, de 11 h 30 à 13 h 30, à la faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan (en période universitaire) ;
• samedi, de 11 h à 12 h , sur le marché d'Elbeuf ;
• dimanche, de 11 h à 12 h, sur le marché du Clos Saint-Marc, à Rouen.

SEINE-ET-MARNE (77)
■ Groupe Sacco-et-Vanzetti c/o GRELE, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

YVELINES (78)
■ Groupe de Versailles c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VAR (83)
■ Groupe Nada c/o Collectif libertaire « La Commune », 2, rue F. de Pressensé, 83000 Toulon.

VIENNE (85)
■ Groupe Alexandre-Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.
Permanence : mercredi, de 16 h à 19 h, au CARES, impasse des Communaux (rue Cornet), à Poitiers.

ESSONNE (91)
■ Groupe Francisco-Ferrer d'Evry c/o librairie du Monde Libertaire.

SEINE-SAINT-DENIS (93)
■ Groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis c/o librairie du *Monde Libertaire*.
Vente ML : dimanche, de 10 h 30 à 12 h, rue de la République, à Saint-Denis.

VAL-DE-MARNE (94)
■ Groupe Etoile Noire du Val-de-Marne c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente du ML : dimanche, de 10 h à 12 h, sur le marché près du métro Maison-Blanche.

le monde libertaire
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
http ://www.altern.org/fa

Sida : l'injustice médicale

Le sujet des sidéens incarcérés est peu évoqué. Les témoignages sont rares. De plus, l'univers carcéral est le plus souvent ignoré de l'opinion publique sauf, à l'occasion d'émeutes, d'évasions ou de faits divers. A part cela, la population pénale n'existe pour personne et nul ne se préoccupe vraiment de nous. Les malades incarcérés vivent doublement cette exclusion.

J'ai un sida déclaré. Je n'ai plus que 50 T4 et tente de survivre avec la tri-thérapie. Il a été dit par un président de la république, en 1974, que « la prison, ce ne doit être que la privation de liberté ». Hélas! nous savons que ce n'est pas vrai. Les privations élémentaires (nourriture, hygiène, travail) sont autant de souffrances qui peuvent mettre en danger la santé des individus, et les malades du sida, en particulier.

Pour un séropositif et un sidéen, l'alimentation et la nutrition sont importantes. En prison, il est impossible de bénéficier d'un choix d'aliments. L'occasion d'avoir un apport conséquent en vitamines variées est restreint.

En prison, il est difficile de se préparer ce que l'on veut. La cuisine est collective. Elle est faite pour un nombre important de personnes. Je vous laisse imaginer la qualité tant gustative que nutritionnelle. L'amélioration, qui peut être apportée par la « cantine », ne m'est pas réservée puisque je suis très peu assisté.

L'ordinaire étant ce qu'il est, je suis obligé de supporter cette déficience alimentaire avec les conséquences que cela entraîne pour ma santé en tant que malade du sida. Il est possible d'avoir une prescription de Renutril® (complément alimentaire en boîte). Mais, au bout de quelques semaines, vous arrivez à saturation, et vous ne pouvez plus avaler une boîte.

L'alimentation est un gros problème, en prison. Il n'est pas rare de subir des intoxications dues aux produits de mauvaise qualité. Ce qui, pour un détenu malade peut être criminel... Il faudrait une réelle mise en place de menus adaptés aux malades du sida, qu'ils soient riches en vitamines et, surtout, d'une fraîcheur au-dessus de tout soupçon.

En revanche, il est difficile, aujourd'hui, de dire que nous soyons mal soignés. Le service médical est très compétent. Et les infirmières se donnent au maximum pour les malades. Je suis suivi régulièrement par un médecin du CISIH (spécialiste de sida). Je reçois mon traitement régulièrement.

Cependant, quelques difficultés existent quant au temps et à la manière de dispenser les soins. A l'extérieur, le moindre « bobo » peut-être vu et soigné immédiatement. En prison, il faut faire une lettre pour aller à l'infirmerie. L'urgence n'est pas du tout prise en compte. Il est nécessaire d'avoir un certificat du médecin du CISIH, pour avoir une douche quotidienne, puisqu'en prison l'accès aux douches est de deux fois par semaine.

La surpopulation pénale et le sous-effectif médical entraînent des temps d'attente très long, trop long pour un malade atteint de pathologie grave. Les listes d'attente s'allongent pour rencontrer les spécialistes : dentiste, dermato, etc. Suite, à un transfert, j'ai dû supporter un pansement dentaire pendant deux mois. quoique je dusse être prioritaire, compte tenu de mon état et des risques d'infections qui sont plus importants que pour d'autres malades.

L'isolement en plus...

Du fait d'une évasion et d'un reliquat de peine de plus de 20 ans, je suis classé par l'administration pénitentiaire comme un « détenu particulièrement surveillé » (DPS). Ce qui fait, que comme les autres détenus ayant cette étiquette, je suis soumis le plus souvent à un régime très dur. Je me trouve placé dans les quartiers d'isolement (QI), où les conditions de détention sont particulièrement inhumaines : seul en cellule, seul en promenade, interdit d'activités, jamais de contacts avec les autres détenus.

J'ai vécu deux ans en isolement, j'étais confiné 22 heures en cellule, la promenade de deux heures s'effectuait dans une cour bétonnée, grillagée de trois mètres sur quatre. Sans jamais croiser un seul codétenu, de quoi devenir fou.

J'ai aussi subi dix-sept transferts. Ces transferts, plus ce traitement de mise à l'écart ont entraîné une baisse importante de mes T4 et une aggravation de la maladie. Les conditions de détention sont complètement incompatibles pour les personnes incarcérées atteintes de pathologies graves. Elles sont un accélérateur dans le processus de la maladie.

Ce qui m'est insupportable, c'est que, d'un côté, j'ai droit à un traitement et, de l'autre on me fait subir ma peine dans des conditions scandaleuses. Je me demande quelle est l'utilité de cette prolongation de la sentence pénale, alors que la maladie me frappe?

Aujourd'hui, tout le monde sait que l'état psychologique est très important et a une grande influence sur le système de défenses immunitaires des malades. L'environnement familial, amical et social est aussi d'une importance capitale pour les malades atteints du sida et d'autres maladies graves.

En prison, mes seuls compagnons sont les murs qui m'enferment et m'oppressent. N'ayant pas les moyens de me payer la télévision, les seuls loisirs qui me sont accessibles sont les livres et mes pensées souvent très sombres et lugubres. Je reçois très peu de courrier. La seule personne que je vois, si je ne me trouve pas à l'autre bout de la France, c'est ma mère, de temps en temps, au parloir.

Le soutien psychologique que je serais en droit d'avoir est impossible. Le service est surchargé. Aucun suivi réel à long terme ne peut se faire.

En fait, il faut avoir un caractère en acier trempé pour ne pas sombrer, quand le corps vous trahit de temps à autre. La solitude carcérale, le « non-espoir » sont à l'origine de nombreux suicides de malades du sida incarcérés pour de longues peines. La peine de mort est abolie, mais, dans les prisons françaises, elle existe toujours sous des formes différentes, mais plus pernicieuses.

L'administration, dans sa très grande magnanimité, peut octroyer une « grâce présidentielle » à un malade en phase terminale huit ou dix jours avant sa mort. Il n'apparaitra pas dans les statistiques des « morts en prison ».

Il faut cesser de punir jusqu'à l'acharnement et à la mort. Il faut modifier les mentalités répressives. Il faut considérer qu'un détenu malade est un malade, avant d'être un détenu.

Il est important de mettre en place des alternatives à l'emprisonnement pour tous les détenus atteints de pathologies graves. Le bracelet électronique pourrait en être une à défaut d'autre chose. Les malades pourraient bénéficier de cette nouveauté, ce qui n'enlève rien au côté répressif et privatif de liberté. Mais les malades seraient, malgré tout, dans de meilleures conditions de vie, de soins, d'hygiène, de soutien. Ils pourraient mourir dans la dignité. La lourdeur des traitements se suffisent à eux-mêmes comme moyen d'enfermement.

La prison n'est pas un lieu de soins, elle n'est pas adaptée pour recevoir des malades atteints de pathologies graves, surtout le sida. Les 1 522 malades du sida recensés actuellement dans les prisons sont considérés comme des « sous-malades ».

Les privilèges existent en prison, même pour la santé. Certains hommes politiques ou industriels incarcérés depuis quelques années arrivent sans difficulté à obtenir des soins pour le moindre petit bobo. Ils sont placés à l'infirmerie où ils sont bichonnés sans vergogne, alors qu'à côté des détenus vont devoir taper dans les portes, crier pendant des heures avant qu'un se maton se déplace et que des soins soient administrés, quand ils le sont!

En prison, vous devez prouver que vous êtes malade. La parole du détenu n'est jamais entendue, jamais crue, elle est toujours déformée, détournée et salie. C'est pour cette raison j'ai vu mourir des détenus comme des chiens, dans des conditions de solitude et de désespoir abominables.

Tous les malades, et surtout les malades du sida, nous sommes des « sous-mourants », des « sous-humains ». Nous sommes les otages de « l'anti-humanité » carcérale.

Pour conclure, selon moi, ce qui est en « Phase terminale », en prison, ce sont les Droits de l'Homme.

Laurent - Fresnes.

Campagne pour le droit à l'intimité en prison

Il y a quelques semaines, l'Observatoire International des Prisons, a réuni autour de Patrick Marest, délégué national de la section française, Michelle Perrot, historienne, Henri Leclerc, avocat et Président de la Ligue des Droits de l'Homme, Jacques Lerouge, formateur en prison, Mikaël Faure sociologue ainsi que Jacques Lesage de La Haye, psychologue à l'Établissement Public de Santé de Ville-Évrard et Chargé de Cours à l'Université de Paris VIII afin de lance la campagne « Pour le droit à l'intimité ».

Le droit à l'intimité est un droit imprescriptible : le parloir intime avec la famille permet d'avoir des relations affectives avec les enfants et éventuellement sexuelles avec la femme ou la compagne, le mari ou le compagnon.

Le droit a l'intimité comprend, dans les cellules collectives, l'aménagement de l'espace, afin que l'intimité de chaque détenu soit respectée. Qu'il soit possible de se dénuder, se laver ou faire ses besoins naturel à l'abri de tout regard (personnel de surveillance et codétenus).

Le droit à l'intimité exige l'abandon de la pratique de la fouille intégrale (à nu), même pour des raisons de maintien de l'ordre et de sécurité.

Le droit à l'intimité exige la suppression des situations humiliantes et dégradantes qui font le quotidien des détenus : détérioration ou destruction des affaires personnelles lors des fouilles des cellules.

Le droit à l'intimité exige l'abandon du tutoiement (sauf choix réciproque) et la confidentialité de la correspondance privée,

Le droit à l'intimité comprend le strict respect des réglementations relatives à la proximité du lieu d'incarcération du détenu avec le lieu de domiciliation de ses proches (famille, ou amis). Et l'arrêt immédiat des transferts arbitraires sur l'ensemble des territoires.

La privation ne doit être rien d'autre que la privation de liberté. Pourquoi l'accompagner de la « castration pénitentiaire » ? La prison reste la dernière institution totalitaire de cette fin de vingtième siècle. Il est grand temps qu'elle soit abolie. En attendant, il devient urgent qu'elle se déconstruise, au moins par la transparence et l'ouverture sur l'extérieur.

Le droit à l'intimité est un des points les plus importants des récentes plates-formes de revendications des prisonniers, avec l'abolition du prétoire, du mitard et des quartiers d'isolement, le droit d'association et le SMIC pour tous les travailleurs incarcérés. Il faut exiger d'avantage de remises de peine, de permissions et de libérations conditionnelles.

Dans cette lente avancée vers la fin de la prison, la multiplication des alternatives à l'enfermement apparaît un des axes de lutte les plus urgents.

Mais il ne doit pas nous faire oublier pour autant celles et ceux qui crèvent à petit feu en détention.C'est pourquoi la campagne pour le droit à l'intimité et, en particulier, pour le parloir intime, doit être soutenue par tous les moyens, militants et politiques.

Les détenues et les détenus acculés à la frustration affective et sexuelle sont dépossédés de l'une de leurs principales dimensions. Il est urgent qu'ils la réintègrent. N'en déplaise aux robots et technocrates de la pénitentiaire, un homme et une femme même prisonniers, sont des êtres sexués. Ils ont le droit d'aimer et de faire l'amour.

Que cela ne nous empêche pas de rappeler que, seule, l'abolition de la prison reste, en matière de lutte anticarcérale, la première pierre de la construction d'une société anarchiste. Les autres objectifs, comme le parloir intime, font partie de l'amélioration des conditions de détention. Ils tiennent compte des situations catastrophiques des personnes incarcérées aujourd'hui. Mais ils constituent aussi les éléments et les étapes permettant la déconstruction de la prison. C'est cette mise en perspective qui nous permet, à nous, libertaires, de nous mobiliser pour ce qui peut paraître humanitaire et réformiste. La fin de la prison, c'est le début de la société anarchiste.

Ras-Les-Murs

En bref

■ L'Anarcho *n°8, publication de l'association libertaire de Nice est paru. Au sommaire de ses 24 pages : Léo Campion, Ethique et génie génétique, bibliographie de l'anarchisme en 1996 (CIRA). c/o ADCL, B.P. 4171, 06303 Nice cedex. Son prix est libre.*

■ *Le numéro 27 de* L'Encre noire *vient de paraître. C'est une revue éditée par le groupe Caussimeon de la FA (Nancy). Il est disponible contre 3 timbres à 3 F. c/o CRES, B.P. 113 54510 Tomblaine.*

■ *Sortie du nouveau* Drapeau noir, *édité par le groupe Proudhon de Besançon. Au sommaire : fédéralisme, féminisme, grand canal... Prix: 10 F. c/o CESL, B.P. 121, 25014 Besançon cedex.*

■ *Le premier numéro des* Temps maudits, *revue syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste éditée par la Confédération nationale du travail, vient de sortir. Nous notons dans son sommaire des études qui traitent de la situation sociale depuis le mouvement de décembre 1995, de l'opposition dans la CFDT et du syndicalisme autogestionnaire au Mexique. Deux articles refléchissent au mouvement zapatiste. Enfin, on peut y lire le commencement d'une réflexion sur la scission de 1921 et la prise en main de la CGTU par les staliniens. Prix au numéro, 30 F. L'abonnement, pour six numéros, 160 F,* les Temps maudits, *boîte postale 72, 33038 Bordeaux cedex. En vente à la librairie du* Monde libertaire.

Intérimaire dans le nucléaire : un métier à risque

Apres une nouvelle année d'exploitation salariale, l'été sera pour bon nombre de travailleurs l'occasion, sinon de partir en congés, tout au moins de prendre un peu de repos. Cependant cela ne sera pas le cas des « trimardeurs du nucléaire » (1) pour qui les mois d'avril à octobre représentent au contraire la période de pleine activité. En effet le retour des chaleurs estivales et des nuits de plus en plus menues entraîne inéluctablement une baisse de la demande d'électricité. Baisse dont EDF va profiter pour procéder à l'arrêt de plusieurs tranches de son parc nucléaire afin de les recharger en combustible.

Ce sale boulot où les risques d'exposition aux radiations sont inévitables est effectué par plus de 22 000 salariés extérieurs à l'entreprise publique et directement affectés à des travaux sous rayonnement ionisant (DATR). Un collectif d'associations et de syndicats dénonçaient en mai 1996 les conditions de travail épouvantables de ces « intermittents du nucléaire » (2).

La France en retard sur l'Europe

Alors qu'une directive européenne du 13 mai 1996 exige des États membres de rabaisser d'ici au mois de mai de l'an 2 000 la dose annuelle moyenne sur cinq ans à 20 milliserts, la France s'entête à appliquer une limite annuelle de 50 milliserts. Toutefois les précaires du nucléaire sont soumis à une double surveillance dosimétrique. La première est gérée par l'Office de protection contre le rayonnement ionisant (OPRI), la seconde par EDF. Le collectif évoqué plus haut estime que cette surveillance est en fait une « gestion de l'emploi à la dose » qui accentue la précarisation de ces travailleurs puisque les « intermittents » qui s'approchent des limites en vigueur sont condamnés au chômage. Pour conserver leur job, certains iront jusqu'à « oublier » de prendre les dosimètres lors de leurs interventions de maintenance des installations nucléaires. Ainsi, le 3 février dernier, deux salariés extérieurs à EDF ont été temporairement privés d'accès à la zone du bâtiment B1 de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) parce qu'ils avaient laissé au vestiaire l'un des deux appareils obligatoires de mesure de la dosimétrie (3). Pis encore, l'ajout à ces risques d'irradiation d'horaires impossibles, de bas salaires et des déplacements fréquents poussent quelques-uns des « trimardeurs » au suicide (4).

Nouvel incident à Gravelines

En janvier 1997, la centrale de Gravelines (Nord-Pas-de-Calais) fut arrêtée pendant une douzaine de jours suite à la détection d'un défaut de soudure sur le circuit de refroidissement de l'alternateur situé dans la partie non nucléaire de la tranche numéro 6 (5). Or c'est précisément dans cette même tranche, stoppée cette fois pour renouveler le combustible, que deux salariés d'une entreprise extérieure ont subi une « exposition accidentelle » alors qu'ils effectuaient des opérations de contrôle de... devinez quoi : eh oui ! de soudures par gammagraphie industrielle ! D'après l'OPRI, ils auraient reçu respectivement des doses de 19 et 26 milliserts (6). Avouez que l'on pourrait être tenté de rapprocher les deux incidents. Combien de temps la loi du silence qui est habituellement de mise dans le lobby nucléaire empêchera de savoir avec exactitude ce qui s'est réellement passé ?

Le poids du lobby nucléaire

Fin janvier 1997, *Le Monde* révélait que le ministère du Travail et des Affaires sociales projetait d'interdire dans les zones les plus dangereuses tout recours au travail intérimaire. Ce qui provoqua une levée de boucliers chez les sous-traitants. Qui s'en étonnera lorsque l'on sait que cette activité représente six milliards de francs pour un volume de quatorze millions d'heures de travail ?

Et demain ?

Dominique Voynet qui, contrairement à ce qu'elle avait annoncé au sortir du deuxième tour de la dernière farce électorale, a accepté le poste de ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire s'apprête à fermer Superphénix, le surgénérateur de Creys-Malville. Qu'en sera-t-il du reste du parc nucléaire ? Pendant ce temps-là, Framatome couvre les pages des quotidiens nationaux d'une campagne de publicité (pardon de propagande) particulièrement pernicieuse qui prétend que pour protéger la couche d'ozone il faut recourir au nucléaire ! Un conseil : soyez actifs aujourd'hui pour ne pas être radioactifs demain ou alors avalez la pilule d'iode que l'État finira par distribuer à chacun d'entre nous !

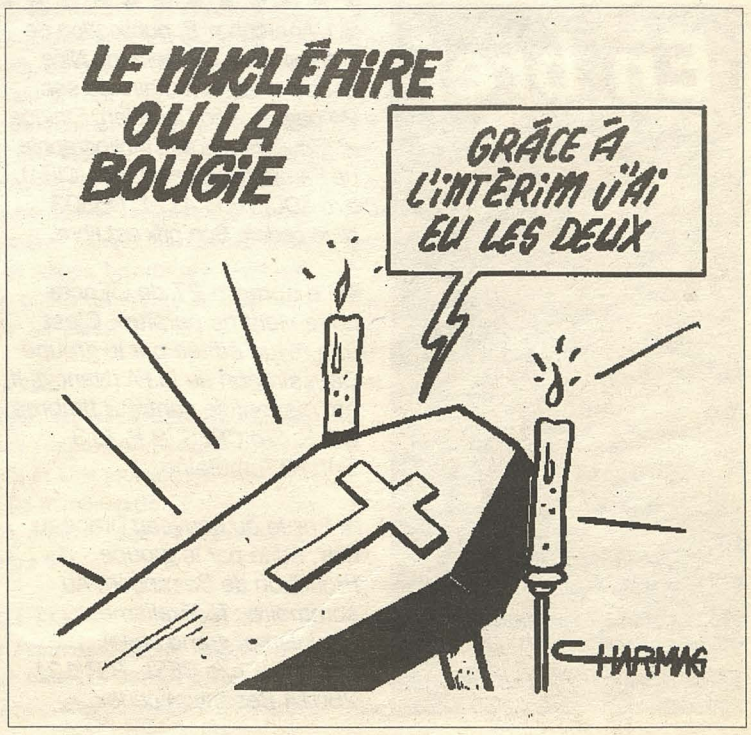
Christophe Fétat
Groupe May Picqueray

(1) Cf le reportage de Catherine Pozzo di Borgo : « Arrêt de tranche ou les trimardeurs du nucléaire », diffusé en mars dernier sur *Planète* et régulièrement projeté par les milieux antinucléaires. On peut se procurer la cassette vidéo de ce reportage auprès de la revue *Silence* et des Européens contre Superphénix (9, rue Dumenge, 69004 Lyon).
(2) et (4) *Le Monde*, mercredi 15 mai 1996.
(3) *Le Monde*, 5 février 1997. Ce n'est certainement pas le reportage diffusé dans l'émission « La Marche du siècle » du mercredi 18 juin qui nous rassurera ; et encore moins le débat qui a suivi. Toute la mauvaise foi des responsables des entreprises sous-traitantes et d'EDF était flagrante. Ils ont beau jeu de nous parler de pacte de progrès qui prétendument améliore les conditions de travail des intermittents du nucléaire.
(5) Nucléaire délétère, *Le Monde libertaire* n° 1083.
(6) *Nord-Éclair* des 8 et 9 juin 1997.
(7) *Le Monde*, 24 janvier 1997 et *Le Monde*, 9 et 10 février 1997.

RECTIFICATIF

Dans l'article « Nucléaire délétaire » du *Monde libertaire* n° 1083, trois erreurs se sont glissées. Dans le paragraphe sur la découverte dans les Vosges de taches radioactives c'est 24 000 qu'il fallait lire et non 80 000 !

Dans les notes, C'est la *Mouette enrâgée* de février 1996 qui est cité et non 1997 ; la référence du *Monde* à propos de l'incident dans le réacteur Rhapsodie est de 1996 et non 1997.



Lesbian and gay pride 1997
See sex and sun

Le samedi 28 juin, aura lieu à Paris la « Lesbian and gay europride ». Cette marche va entraîner dans les rues des dizaines de milliers d'homosexuels. Quel sens prend aujourd'hui cette marche, ce carnaval ?

Après 1968, le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) d'abord. puis, prenant le relais, les GLH (Groupe de libération homosexuelle) ont milité pour le droit de chacun(e) à disposer de son corps. Ils ont dénoncé le « cadrage » de la sexualité mis en place par les classes dominantes : récupération du désir en vue de la reproduction de l'espèce et du modèle social, apprentissage phallocratique du pouvoir, de la hiérarchie, culpabilisation de l'idée de plaisir... le sexe se paye !

Début des années 1980, les marches de fierté homosexuelle ont perdu de leur côté militant pour devenir progressivement de gigantesques carnavals, Ces marches, contribuent-elles à lutter encore contre l'homophobie toujours présente ? Ne rassurent-elles pas au lieu d'interroger le quidam moyen qui voit une fois l'an défiler des gens étiquetés comme festifs, coupés du réel ? A l'heure ou tout s'aseptise, ou l'aveugle devient non voyant, le sourd non entendant à l'heure ou l'on anglicise, le pédé devient Gay. N'est-ce pas un peu triste ?

Mais dans la vie, même si au bout il y a la mort, l'homophobie apparaît chez l'homme comme l'expression de la peur de sa composante homosexuelle C'est l'impossibilité pour l'homme, élevé dans l'idée de domination, dans le but d'être conquérant, d'accepter sa part de féminin.

Viennent alors toutes les assimilations entre l'homosexuel et la femme. L'homme dans sa déconsidération du féminin, de la femme qu'il désigne sous le terme de « sexe faible », dénommera alors l'homosexuel sous des appellations féminines. Il sera : tapette, tante, tantouze... Il a peur d'être désiré par un autre homme, sachant comment il exprime le désir qu'il peut avoir de la femme, quand il le réduit au fait de « tirer un coup ». Il ne peut y avoir que soumission ou domination dans les relations de compétitions qu'il vit avec les autres. Il traitera alors son rival « d'enculé ». Il pourra exprimer son attirance pour un autre homme dans le fait « d'enculer », si ce n'est le viol. Il se défendra alors d'avoir une composante homosexuelle, tant « qu'il fait l'homme ».

Les mouvements de libération des femmes sont allés de pair avec l'affirmation de l'identité homosexuelle. Le dernier grand mouvement né, né en mai, il y a bientôt trente ans, aura trouvé de l'énergie jusqu'à la fin des années 70. Mais nous faut-il parler aujourd'hui de libération ou de libéralisation ?

Si la morale religieuse a quelque peu cédé du terrain, elle est encore dans beaucoup de têtes. Les classes dominantes ont su trouver d'autres façons de cadrer la sexualité. Apparition d'un discours scientifique mais aussi récupération plus « juteuse » de l'idée de plaisir par le fric.

Récupération et nouveau cadrage de l'homosexualité. L'apparition et le développement de nombreux bars au début des années 80 sont des occasions en or de faire du blé. La drague se déplace alors de la rue, des lieux publics en lieu clos, sources de profits, coupés de l'extérieur.

L'homosexuel, dans la représentation que le quidam moyen s'en fait, est coupé du réel. Il vit la nuit sous les « sunlight ». Une « drag-queen » qui a la tête dans les cieux et les pieds à vingt centimètres du sol fait sourire. Il reste toutefois périlleux pour deux hommes de se promener en lieux publics en se manifestant de l'affection.

Libération ou libéralisation

Nous, homosexuel(le)s devrons rester vigilants pour ne pas nous laisser enfermer dans les stéréotypes qui sont loin de nous amener à vivre pleinement notre sexualité. Ne nous laissons pas embrigader dans l'ère du paraître, de l'illusoire.

Cet illusoire qui consiste pour nous pédés, gays (comment nous dénommer ?) d'être femme « jusqu'au bout des ongles » ou par réaction de paraître sous l'aspect le plus fort de l'homme musclé à outrance. Pour les lesbiennes, la tentation est, même si elle est moins forte depuis quelque temps, a été de se montrer « camionneur, buveur et bagarreur ».

Nous devons cesser de paraître, de reproduire les schémas qui ont coupé chez l'humain le féminin du masculin. Veiller à créer des relations d'échanges dans tous les instants du quotidien. Être acteur de nos jours et pas seulement consommateurs de nos nuits.

Et si la place de convivialité que nous avons acquise ne nous avait été laissée que par tolérance, dans des sphères closes ? « La tolérance, il y a des maisons pour ça » ?

Et si la libéralisation continuait à faire payer le sexe, prenant le relais sur la religion ?

Et si, comme après les années folles, la folie meurtrière reprenait le dessus ?

Et si, après une libération/libéralisation, une normalisation plus forte apparaissait avec un renforcement de l'ordre moral ?

Et, si... les étoiles brillent aussi le jour.

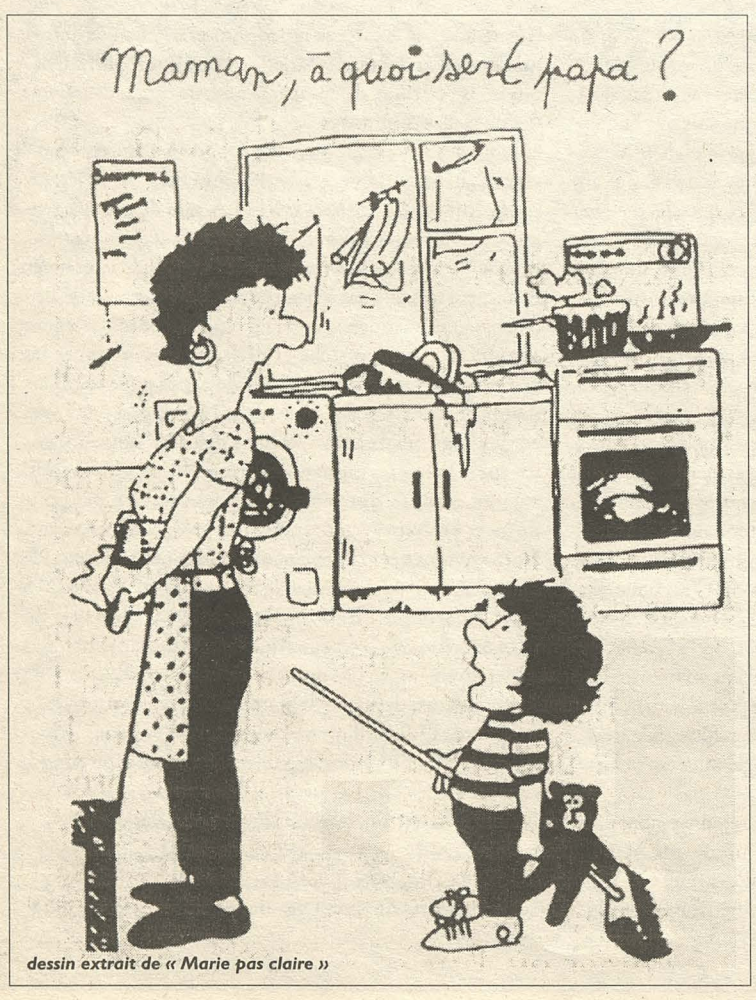
Alain. – groupe Kronstadt (Lyon)

Où en sont les femmes après trente ans de féminisme ?

Dominique Frischer, auteur de *La revanche des misogynes* (Ed. Albin Michel, 120 F). Ce livre nous aide à prendre conscience du long chemin à parcourir vers une réelle égalité entre femmes et hommes, des retours en arrière incessants qu'il faut combattre ! La balle est dans le camp de nos luttes pour une émancipation sociale et économique, sans discrimination liée au sexe...
Dominique Frischer fut l'invitée de l'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire.

Radio Libertaire : Dominique, qu'est-ce qui vous a donné envie d'écrire ce livre ?
Dominique Frischer : Au cours des années 80, j'ai observé des changements dans les messages publicitaires ; après des images valorisantes de femmes, sortant des clichés sempiternels de mères de famille j'ai constaté un retour en arrière : les femmes actives ont été évacuées et remplacées par des femmes enceintes, de préférence nues. C'est cela qui m'a alertée.
Ensuite, il y a eu le livre de Susan Faludi, *Backlash* (1). Il m'a semblé utile de relativiser cette vision nord-américaine du « retour de bâton » à l'échelle de la France.
Enfin, dans les réunions de travail, j'entendais beaucoup de femmes déclarer « Ah, la superwoman, terminé ! Si on pouvait, on arrêterait de travailler. Les enfants sont trop malheureux... » Et constater une telle intériorisation du discours montre que cela va mal du côté de la libération des femmes.

RL : A quels lectrices et lecteurs vous adressez-vous ?
DF : J'ai écrit ce livre pour réveiller les consciences, parce que je me suis rendue compte que le mot « féminisme » est devenu une véritable tare dans la bouche des jeunes (pas seulement des jeunes...) et a pris une connotation tellement péjorative que cela en devient inquiétant : tout serait de la faute des méchantes féministes dont l'outrance des revendications auraient massacré les hommes. On voit sans cesse les hommes se poser en victimes du féminisme et les médias culpabiliser les femmes.



dessin extrait de « Marie pas claire »

RL : Comment avez-vous mené votre enquête ?
DF : J'ai procédé à l'analyse des médias écrits entre 1986 et 1996, des magazines de société et des reality shows à la télé, traitant des questions relatives aux femmes ou aux couples, en 1995 et 1996.
Cette enquête documentaire a été complétée par des témoignages auprès de deux générations de femmes : des pionnières, une vingtaine de femmes actives de 45 à 65 ans, entrées en nombre dans des secteurs d'activité peu féminisés et la génération montante, une trentaine de femmes de 28 à 35 ans, diplômées de l'enseignement supérieur, qui symbolise la première génération qui aurait dû bénéficier de l'arsenal des lois censées protéger les femmes de toutes formes de discrimination.

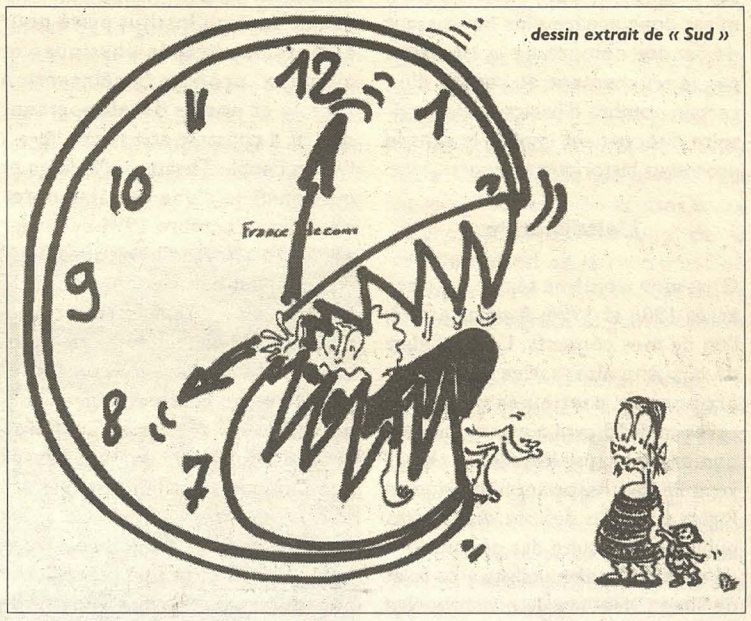
RL : La première partie de votre livre développe les multiples modes d'emploi de la culpabilisation des femmes.
DF : Effectivement, le discours dominant veut nous faire croire que les femmes sont responsables de tout ce qui va mal.
Par exemple, des études ont montré que les enfants dont les mères travaillent réussissent plutôt mieux leur scolarité que les enfants dont les mères restent au foyer. Actuellement, le discours est inversé et beaucoup de filles diplômées sont persuadées que leurs enfants échoueront si elles n'arrêtent pas de travailler.
La recrudescence de l'inceste serait due à l'augmentation des divorces, les pères perdant leurs repères. C'est abominable de dire des énormités pareilles alors que l'inceste était un sujet tabou dont on ne parlait pas il y a quatre ou cinq ans.
Des sommités accusent les femmes de vouloir priver les enfants d'un père quand elles veulent divorcer (alors que les raisons des divorces tiennent souvent à l'absence des pères dans les tâches éducatives et ménagères ou aux violences quotidiennes qu'ils exercent!).
En fait, notre société a besoin de boucs émissaires ; elle en a trouvé deux : les émigrés et les femmes. Ces dernières seraient responsables à la fois de la dénatalité et des divorces, de l'éclatement des familles et des familles monoparentales.

RL : On veut faire croire que les hommes, à toutes les époques, se sont merveilleusement bien occupés de leurs enfants ?
DF : Ils cherchent surtout à se placer en victimes, alors que, depuis que la législation sur le divorce a changé, le pourcentage d'hommes ayant sollicité la garde des enfants n'a pas bougé en 12 ans. Par exemple, une émission sur Arte ne montrait que des hommes se plaignant au sujet de leur droit de visite. Mais pas un mot n'était dit sur les causes du divorce, dont les violences subies par les femmes ou les enfants. Quand Marie-Victoire Louis, seule féministe présente sur le plateau, a voulu donner des chiffres, non seulement on ne l'a pas écoutée, mais de plus, on lui a reproché d'être insensible à la souffrance des hommes. Tout un discours insidieux consiste donc à montrer que tout ce qui va mal dans la société est de la faute des luttes des femmes et du semblant d'égalité qu'elles auraient gagné.

RL : Vous parlez aussi de l'impuissance masculine...
DF : Certains prétendent qu'il y a beaucoup plus d'hommes que de femmes chez les analystes, hommes qui souffrent notamment d'impuissance. Mais c'est comme pour l'inceste, l'impuissance masculine est un sujet tabou. Les hommes qu'on peut prendre sur le vif, disent que c'est la seule fois où cela leur arrive, que d'habitude cela se passe très bien. Dans l'émission Psy-Show, avait été évoqué le problème de l'éjaculation précoce. Cela avait provoqué une interpellation à la Chambre des députés, qui avait trouvé scandaleux qu'on évoque un sujet aussi tabou.

RL : Le tabou s'applique en général à tous les problèmes masculins : un homme doit être fort.
DF : Ils sont enfermés dans un rôle écrasant qui leur est imposé par le patriarcat et qui leur est transmis par l'éducation : l'univers de la performance, de la compétitivité. C'est probablement difficile d'être un homme car c'est une image à laquelle il est difficile de s'identifier : il ne peut pas y avoir de faille, pas de faiblesse, pas de larme.
Mais dire qu'il y a une corrélation entre un excès de pouvoir des femmes et l'impuissance sexuelle des hommes Non ! Sur le plan sexuel les hommes sont fragiles, comme les femmes dont on a longtemps stigmatisé la frigidité.
On veut nous faire croire que des choses archaïques, qui ont toujours existé, seraient la conséquence de la libération des femmes, à travers les exigences qu'elles ont maintenant.

RL : Et quelle libération ! Elle est quand même toute relative et elle se paie très cher... Les médias s'apitoyent sur les traumatismes qui seraient subis par les hommes mais bien peu compatissent aux souffrances que vivent les femmes sous tous les continents.
DF : Il y a encore plus pervers ! Par exemple, au moment du vote de la loi réprimant le harcèlement sexuel, les médias ont commencé à parler du harcèlement qui serait subi par des hommes de la part de femmes qui exerceraient une fonction de pouvoir. Quand on connaît le pourcentage de femmes ayant des responsabilités et qui seraient susceptibles d'avoir ce genre d'attitude !



dessin extrait de « Sud »

On s'est moqué des femmes qui portaient plainte, qui sont sanctionnées, licenciées et humiliées en ne montrant que des hommes victimes.

RL : Chaque fois que l'on gagne quelque chose, la société essaie de le récupérer
DF : C'est une technique très utilisée en politique : on choisit le langage de l'adversaire, on se l'approprie et on le déforme. Chirac a fait ainsi en reprenant le langage de la gauche sur la fracture sociale pour apparaître comme un candidat respectueux du gaullisme. Mais c'est une escroquerie.

RL : Dans le deuxième chapitre, vous établissez un état des lieux où s'effectuent les retours de bâton
DF : L'espace le plus connu est sans doute le monde du travail. Malgré des avancées indéniables (notamment le nombre de femmes salariées), on assiste à un ensemble de mesures qui essaient de les dissuader de continuer à revendiquer leur autonomie financière et sociale. De la discrimination à l'embauche aux inégalités criantes de salaires, du « délit de maternité » aux séductions du travail à temps partiel (soi-disant choisi, mais pour 15 % d'entre elles seulement !) : tout est bon pour les convaincre de retourner au foyer.
Tout est utilisé pour que les femmes laissent tomber l'égalité pour revenir aux « vraies valeurs » : cela est particulièrement sensible dans la publicité pour les vêtements des femmes : tous les accessoires de la séduction (reprenant souvent les clichés de la prostitution) sont sur le marché et n'attendent que les femmes « reféminisées »...
Les menaces contre l'IVG sont également un domaine où les femmes ont beaucoup à craindre de perdre les quelques acquis gagnés de hautes luttes : du manifeste des 343 salopes en 1973 à la loi de 1975, du remboursement de l'IVG en 1982 en passant par le remboursement de pilules nouvelles, plus faiblement dosées.

RL : Comment imaginez-vous l'avenir ?
DF : Le fait que les partisans de la revanche contre le féminisme ne soient pas encore parvenus à entamer fondamentalement les acquis récents ne doit pas conduire à minimiser le danger. Les femmes résistent aux multiples agressions médiatiques qui visent à les faire se consacrer aux joies du foyer ; les stylistes n'ont pas réussi à leur faire abandonner les pantalons pour les porte-jarretelles. Mais elles se montrent perméables aux nombreux discours qui ont pour objectif de les culpabiliser.

Propos recueillis par Nelly Trumel et Rose Paradis,

(1) Faludi S. (1993) *Backlash, la guerre froide contre les femmes*. Paris, Éd. des femmes. 49,00 F.

Salut Hervé !

Il est des lignes que l'on aimerait ne pas avoir à écrire, des jours que l'on aurait aimé ne pas voir naître, des visages que l'on aimerait encore pouvoir rencontrer sous le soleil de l'amitié. Ces mots donc pour dire simplement que c'est le mercredi 18 juin qu'Hervé, 23 ans, est décédé. Au-delà du compagnon, militant montpelliérain de notre fédération, c'est la mémoire du copain que nous voulons saluer. Que toute sa famille, ses grands-parents, ses parents, sa sœur ainsi qu'Estelle soient assurés de nos plus sincères condoléances ; qu'ils soient aussi certains que le souvenir d'Hervé nous accompagnera longtemps, même si l'on garde à la bouche un goût d'amertume, celui que l'on a toujours quand un ami nous quitte.

Les militant(e)s et ami(e)s de l'Union régionale du Sud

Hong Kong, 1er juillet

Depuis un an environ les médias ont commencé à s'intéresser de plus près à la situation de Hong kong, avec une accélération du rythme des publications à partir de fin décembre 1996, date à laquelle Pékin a mis en place à Shenzhen, la ville chinoise limitrophe de Hong kong, une assemblée législative provisoire à sa botte sans attendre l'échéance du 1er juillet, avivant ainsi les craintes des « défenseurs des droits de l'homme ». Une telle profusion par son aspect kaléidoscopique risque plus d'entraîner chez le lecteur-auditeur une confusion plutôt qu'une véritable information. Il m'est donc apparu plus intéressant de rendre compte de la situation par le truchement du regard d'un certain nombre d'habitants du territoire directement impliqués dans le processus historique en cours.

L'alternative

C'est mon troisième séjour sur place après 1986 et 1994. A peine arrivé, l'un de mes contacts, Lenny, figure de la scène alternative locale, me propose de participer dimanche après-midi 20 avril a une manifestation organisée par le collectif « Hong kong People Association for Human Rights » pour la défense des libertés publiques à la suite des déclarations de menace à peine voilées à ce sujet de Tung Chee-hwa, le prochain chef de l'Exécutif qui doit entrer en fonction au 1er juillet. Dans un recoin de Victoria Park, une dizaine d'orateurs et d'oratrices se succèdent au micro sur une tribune improvisée : étudiants, membres d'associations de défense des droits de l'homme, de syndicats indépendants et de partis démocratiques, les interventions étant entrecoupées de chansons interprétées par Lenny et son trio musical « Black Bird ». De nombreuses chaînes de télévision tant hong kongaises qu'étrangères, anglo-saxonnes principalement, couvrent l'événement. Et c'est bientôt un cortège de 1500 manifestants environ qui s'ébranle, oriflammes multicolores et étendards au vent, brandissant des pancartes bilingues : «debout pour les droits de l'homme » « non aux restrictions du droit de manifestation », à travers le quartier commercial de Wanchai, sous l'œil débonnaire de la police mais qui prend soin de filmer les manifestants.

Le long du parcours, la foule sur les trottoirs regarde le cortège plutôt avec sympathie et certains viennent même en grossir les rangs. A l'arrivée face au siège du parlement local, le Legislative Council, dans un décor étonnant – ce bâtiment de style néocolonial est littéralement pris en tenaille et domine par la masse écrasante des gratte-ciel environnants : le Ritz-Carlton, la Hong kong and Shangaï Bank et la Banque de Chine, tout un symbole –, les interventions se succèdent à nouveau dénonçant violemment Tung Che-hwa et lançant un appel à la solidarité internationale.

Je retrouve ensuite Lenny et ses amis dans Lan Kwai Fong, le Pigalle local, au « Club 64 » , 6 pour juin et 4 pour le jour anniversaire du massacre de la place Tiananmen, le 4 juin 1989, événement qui a suscité ici une émotion considérable avec plus de Un million de Hong kongais dans la rue. Ce club est le lieu de rendez-vous des « activistes » , membres des petits groupes « radicaux » (1), de sensibilité libertaire et trotskiste notamment et qui, vu leur faible nombre et leur combat commun contre le colonialisme britannique, ont appris à se respecter mutuellement.

Mardi je retrouve Mok dans le quartier populaire de Causeway Bay. Avec son casque de longs cheveux blancs sur un visage resté juvénile malgré la cinquantaine approchante, il détonne un peu. Responsable de projet dans un Institut privé pour enfants handicapés physiques et mentaux, prônant la réinsertion sociale et non le développement séparé, il consacre son temps libre à l'Asian People Theatre qu'il dirige et qui bénéficie d'une certaine notoriété. Entre octobre 1994 et janvier 1995, il a effectué une tournée en Asie du sud-est avec un spectacle intitulé « Grand Vent » , écrit collectivement par huit auteurs originaires des pays traversés, avec comme référence la San Francisco Mime Troupe, et basé sur les travailleurs migrants victimes du processus économique globalitaire engendré par la mondialisation. Ce mois d'avril il vient de produire au Hong kong Arts Centre une pièce créée par l'Alternative Living Theatre de Calcutta, « Votre très obéissant », relatant la situation des Indiens importés pour servir essentiellement de supplétifs à la police et l'armée britanniques – les redoutables gurkhas – afin de contrôler la population chinoise qui les méprisait en retour en les qualifiant de « singes poilus », La pièce mèle danse traditionnelle indienne et arts martiaux du Tai-chi, et comporte une grande partie de gestuelle dans la tradition de la *Commedia del Arte*, permettant ainsi de suivre les dialogues où alternent le cantonais, l'anglais et le bengali. Il s'agit à chaque fois pour Mok d'œuvrer au changement des mentalités par un travail de « grass-root democracy » (2) afin de rendre aux gens leur dignité et les amener à se prendre en main, dans le droit fil de ses convictions libertaires. Activiste depuis les années 70 où il participait à un réseau d'aide aux ex-gardes rouges fuyant la Chine communiste et membre fondateur de la revue alternative « Minus » (3) disparue depuis, il se sait fiché et surveillé par l'actuelle administration britannique qui en partant prendra soin de confier le double de ses fichiers à la nouvelle administration chinoise... Mais il est bien décidé à rester et pourra ainsi faire des comparaisons !

Un regard calme et vigilant...

Mercredi je rencontre Jean-Philippe Béja et Michel Bonnin, les directeurs de la revue « Perspectives chinoises » (4) installée au 18e étage de l'Oriental Crystal Building, dans la partie haute de Central, le quartier des affaires. L'éditorial du n° 1 de la revue paru en mars 1992 rappelait qu'elle a pour vocation « de jeter un regard sur le monde chinois contemporain dans la perspective des mutations importantes qui se profilent au tournant du millénaire, mais ne néglige pas l'épaisseur du temps qui seule nous aide à mettre en perspective justement les événements qui se déroulent sous nos yeux et qui, ne l'oublions pas, affectent le destin d'un quart de l'humanité, c'est à dire le nôtre. » Aussi l'actuelle frénésie qui se manifeste dans les médias les agace-t-elle car au lendemain du 1er juillet ils se dirigeront comme un seul homme vers le nouveau point chaud du moment.

« En outre, m'indique Jean-Philippe, il est tout de même ahurissant de mettre en avant essentiellement le grand méchant loup chinois, occultant ainsi les responsabilités du pseudo-agneau britannique. D'ou vient Hong kong ? Du trafic d'opium des compères Jardine et Matheson qui, lorgnant a partir de leur base indienne sur le fabuleux marché potentiel chinois, furent directement à l'origine de la première guerre de l'opium, conclue en 1842 par le Traité de Nankin accordant à la Grande-Bretagne la souveraineté pleine et entière sur l'îlot de Hong kong. La deuxième guerre de l'opium en 1860 lui permet d'annexer la péninsule de Kow-loon et enfin en 1898 elle acquiert les Nouveaux Territoires avec un bail emphytéotique de 99 ans, à l'origine donc de l'actuelle rétrocession du 1er juillet 1997, entérinée par la signature le 19 décembre 1994 de la déclaration conjointe sino-britannique. Celle-ci est la mise en application de la nouvelle devise de Deng Xiao- ping, « un pays deux systèmes » destinée à l'origine à Taiwan. Les Affaires étrangères et la Défense sont désormais de la responsabilité du gouvernement central chinois mais la Région autonome spéciale de Hong kong conserve un haut degré d'autonomie : pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire indépendants ; droits et libertés publiques garantis par la loi ; le dollar de Hong kong reste un usage ; le territoire conserve son statut de port franc et le système d'économie capitaliste est maintenu. Pas de modification pendant cinquante ans. Seul hic, la population n'a pas été consultée. On s'aperçoit alors que non seulement pour le régime communiste chinois mais également pour le gouvernement britannique les hong kongais ne sont que des citoyens de deuxième zone Jusqu'en 1984, le gouverneur était assisté d'un conseil exécutif de 14 membres nommés et présidait un conseil législatif dont les 60 membres étaient exclusivement nommés par lui également. Et aux termes de la Déclaration, lors des premières élections législatives qui ont suivi en 1985, sur les 57 membres prévus, seuls quatre ont été élus, indirectement en plus par différents groupes professionnels On est donc loin du modèle de démocratie parlementaire classique ! Mais pour de nombreux officiels britanniques marqués par 140 années de colonialisme, l'introduction d'une politique démocratique apparaissait comme la façon la plus rapide et la plus sûre de ruiner l'économie, tout en faisant naître l'instabilité sociale et politique. »

« L'événement qui va précipiter le cours des choses, reprend à son tour Michel, c'est le mouvement démocratique qui se fait jour en avril-mai 1989 en Chine et se terminera par le bain de sang de la place Tian Anmen dans la nuit du 3 au 4 juin. C'est la consternation ici et un million de Hong kongais, un habitant sur six, va défiler silencieusement dans les rues. La colonie est en crise ; c'est la ruée vers l'émigration. Conscient, mais un peu tard de l'enjeu, le gouvernement tente un replatrage en adoptant en 1990 une « déclaration des droits de l'Homme» (Bill of Rights) au grand dam de Pékin. En outre alors que jusque-là c'étaient de hauts fonctionnaires qui faisaient office de gouverneurs, le poste échoit en juillet à un politique, Chris Patten, ancien président du Parti conservateur, lequel dans son discours du 13 octobre annonce une série de réformes constitutionnelles élargissant la base électorale du parlement. Pékin s'insurge contre cette violation de la Déclaration conjointe mais en 1995 lors des élections qui s'ensuivent, avec application partielle du suffrage universel direct, c'est un raz-de-marée du Parti démocrate de l'avocat d'affaires Martin Lee appuyé par des démocrates indépendants, pendant que les candidats de Pékin mordent la poussiere. »

« Malgré cela, reprend Jean-Philippe, c'est à nouveau le boom. Les prix des terrains flambent, la bourse s'envole et les entreprises de Chine continentale investissent à tour de bras. C'est que les deux économies sont de plus en plus liées Hong kong représente 60% des investissements directs en Chine, la moitié des exportations chinoises et 40% des im-

Souscription internationale pour le congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.)

Parce que les frontières nationales imposées par la bourgeoisie divisent artificiellement la classe des exploités en tribus patriotardes, dissimulant en cela les vrais antagonismes de classe - un exploiteur, quelque soit son lieu de naissance, reste un exploiteur - parce que la planète Terre, sur laquelle nous vivons, ne doit pas être saucissonnée en divisions arbitraires et antagonistes, parce que chaque être humain doit pouvoir avoir le droit et la possibilité de voyager et de vivre sur un lieu autre que celui qui lui a été imposé par sa naissance, et pour de nombreuses autres raisons encore, le mouvement anarchiste s'affirme, depuis toujours, internationaliste, rejetant, par la même, les barrières, créées par les classes dominantes successives, et appelées « frontières ».

Aujourd'hui, à une heure où le capitalisme sait toujours mieux s'organiser à l'échelle mondiale et se découvre des appétits insatiables, les anarchistes organisés pensent toujours que seule la coordination internationale et le fédéralisme libertaire peuvent produire des résultats et conduire à l'émancipation sociale qu'ils souhaitent. C'est pour cela qu'a été créée en 1968, à Carrare, en Italie, l'I.F.A. Aujourd'hui sont adhérants de l'Internationale, la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.), la Fédération anarchiste italienne (F .A.I.), l'Initiative pour une fédération anarchiste en Allemagne I-AFD, la Fédération anarchiste bulgare, la Fédération libertaire argentine et la Fédération anarchiste de langue française.

L'I.F.A. va tenir son sixième congrès en novembre prochain, à Lyon. C'est une échéance importante pour le mouvement anarchiste international, notamment à l'heure, où les échanges grâce à l'internet peuvent être plus rapides et fréquents. Les occasions ne sont en effet pas si fréquentes que cela de se rencontrer et d'échanger informations et analyses, de parler de l'évolution du système qui nous opprime, de comparer nos stratégies, d'élaborer des pratiques communes.

Nous avons souhaité ouvrir ce congrès à d'autres organisations anarchistes internationales provenant des différents continents et non adhérantes à l'I.F.A. afin de pouvoir renforcer nos liens avec elles et renforcer l'anarchisme organisé. Mais si nous avons la ferme volonté de faire de ce congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes un vrai lieu d'échanges, les moyens nous manquent. Le mouvement anarchiste n'est pas riche et l'I.F.A. devra financer les voyages d'un certain nombre de délégués pour leur permettre de venir. Cet argent nous ne l'avons pas, pour cela, conjointement aux autres sections de l'IFA, nous lançons un appel à tous les militants et sympathisants libertaires, partout où ils se trouvent dans le monde, non pas pour financer l'IFA, mais pour lui permettre ce congrès ouvert. Nous ouvrons dès maintenant une souscription. Toute aide financière peut être versée sur le compte ccp n° 16 176 00 S Paris, à l'ordre de M. Boury et adressée à la librairie du *Monde Libertaire*, 145 rue Amelot 75011 Paris (préciser impérativement, au dos du chèque, « Congrès IFA »).

Par ailleurs, des bons de soutien, à l'organisation de ce congrès de l'I.F.A., d'un montant de 100 F, seront disponibles, courant du mois de juillet, à la librairie du *Monde Libertaire*.

Le secrétariat aux relations internationales de la F.A.

Premiers souscripteurs : Joel Neyrat, Hugues Lenoir : 100 F ; Guy Millot, Eric Eytard, Jules François, Philippe Sanguinet : 200 F ; Annette Abassof, Olga Bondar et José Haro : 500 F. Total : 2 000 F.

1997 : et après ?

portations. Les groupes continentaux dominés par le « parti des princes » – clan des fils des dirigeants, Deng Xiaoping en tête – pèsent 45 milliards de dollars, loin devant le Japon (2e avec 20) et représentent plus de 10 % de la capitalisation boursière. Par le biais de participations croisées, leurs intérêts sont de plus en plus imbriqués avec ceux des « tycoons » , les milliardaires rouges locaux qui à l'image d'Henri Fok ou de Li Kashing sont ouvertement pro-Pékin. Démocratie et droits de l'homme sont les cadets de leurs soucis. Première et seule règle: le profit. Quoiqu'il en soit, il ne faut pas trop dramatiser à l'avance même s'il faut bien sûr rester vigilant car le risque est plutôt celui d'un grignotage lent et progressif. Mais Pékin ne va pas de sitôt tuer la poule aux œufs d'or (5), et en dernière analyse c'est la question de Taïwan qui reste posée. Pour tenter de convaincre les dirigeants taïwanais de réintégrer le giron national, il faudra bien que le régime communiste fasse la preuve, un certain temps au moins, que la politique "un pays deux systèmes" repose sur une certaine réalité. »

Dramatiser la situation ?

La dramatisation de la situation, c'est par contre le cheval de bataille de Minky Worden, assistante de Martin Lee et responsable du Parti démocrate qui me reçoit jeudi au 7e étage de l'Admiralty Centre, au cœur du quartier d'affaires de Central. Minky apparaît comme très demandeur d'une véritable solidarité internationale et d'une mobilisation effective des organisations de défense des droits de l'homme car pour elle tous les signaux émis par Pékin depuis la nomination en décembre 1996 de Tung Che-hwa comme chef de l'exécutif de la future Région administrative spéciale vont dans le sens d'un durcissement qui laisse mal augurer de la suite:
« Tung Che-hwa ne peut pas nous inspirer confiance. Membre de la Commission Consultative du Peuple Chinois depuis 1993, c'est un armateur d'origine shangaïenne dont la compagnie battait de l'aile et a été renflouée par un prêt de 120 millions de dollars obtenu indirectement du pouvoir pékinois par l'entremise d'Henri Fok qui joue en outre auprès de lui le rôle de mentor. Un tel fil à la patte n'est pas un gage d'indépendance d'autant que l'assemblée législative provisoire désignée par Pékin fonctionne déjà. Certes elle se réunit a (6) Shenzhen pour l'instant mais il s'agit là d'une violation de l'accord de 1984, et sa composition est un camouflet pour nous autres démocrates car parmi ses membres figurent tous les candidats pro-Pékin non élus lors des élections de 1995. En outre Tung a fait début avril une série de propositions limitant les droits de rassemblement et de manifestation au nom du vague concept de « sécurité nationale » et visant également à interdire les donations financières aux organisations politiques en provenance de l'étranger car il s'agissait d'une ingérence intolérable dans la politique intérieure de Hong kong En fait c'est nous, Parti démocrate, qui sommes directement vises, surtout après la tournée internationale que vient d'effectuer Martin Lee et qui lui a permis notamment de rencontrer le Président Clinton qui l'a assuré de son soutien, et d'engranger un certain nombre de contributions financières dont nous avons cruellement besoin. Nous ne sommes en effet qu'un tout petit parti de 600 membres seulement et les magnats sont pour la plupart pro-Pékin. Pourtant comme l'a rappelé Martin récemment : "La démocratie est un principe d'efficacité économique. C'est l'État de droit qui fait de Hong kong une cité unique où les affaires prospèrent". Au même moment Martin Lee entrebaille la porte et s'étant enquis de ma nationalité fait cette lapidaire déclaration: « Liberté, égalité, fraternité… mais Airbus! » (7)

Droits des travailleurs

A propos de prospérité, c'est un autre son de cloche que j'entends vendredi par la voix d'Apo Leung, membre de la rédaction d'*Asian Labour Update*, un trimestriel publié par l'Asian Monitor Ressource Centre, organisation non-gouvernementale luttant pour le respect des droits des travailleurs, et qui me reçoit dans son modeste bureau situé sur Nathan Road, la principale artère commerciale de Kowloon.
« Hong kong, c'est le paradis du capitalisme! Pas de salaire minimum (8), pas de protection de l'emploi ni de clause pour licenciement abusif, pas de protection significative du droit de grève, pas de représentation syndicale légale sur le lieu de travail, pas de couverture sociale obligatoire pour raison de santé, pas de système de retraite généralisé. Les indemnités de chômage, n'en parlons pas! Même les conventions internationales du travail, pourtant reconnues par le Royaume-Uni, ne sont pas appliquées à Hong kong. La plupart des entreprises ne reconnaissent pas l'existence des syndicats – la loi ne les y oblige d'ailleurs pas – et les rares qui le font, notamment l'administration et les entreprises publiques, leur refusent toute négociation collective. Certes le taux de chômage est faible, 3% environ, notamment par rapport aux taux européens, mais les délocalisations ont entraîné une pression sur le niveau des salaires et la perte de 700 000 emplois de cols bleus en dix ans. Le Delta de la Rivière des Perles jusqu'à Canton est devenu le nouvel eldorado des businessmen hong kongais.
En juillet 1996 nous avons sorti un numéro spécial « Histoire de Jouets » suite à une enquête menée par le « Christian Industrial Committee » (9) sur neuf usines de jouets à capitaux hong kongais installées dans le Delta. Une seule pratiquait l'horaire legal de 48 heures par semaine; pour les autres, c'était 56 heures. Six d'entre elles demandaient plus de 100 heures supplémentalres par mois, et une 168 heures soit des journées de plus de 15 heures ! Certains ouvriers sont littéralement morts d'épuisement. Les salaires sont partout inférieurs au minimum prévu et sont en outre payés avec un retard pouvant atteindre plusieurs mois. Les deux tiers des usines ne respectent pas les normes minima d'hygiène et de sécurité, du à la fois au manque d'espace et pour réduire les coûts. Il arrive que le même bâtiment abrite à la fois usine, entrepôt, dortoir, voire cantine (le « 4 en l ») alors que c'est légalement formellement interdit. C'est le retour à l'usine-bagne du Shangaï des années 30, voire de l' Angleterre du début de la révolution industrielle « Réquisitoire sans appel, face cachée de la « réussite » du modèle de Hong kong. Avant de se séparer, Apo me donne rendez-vous dimanche au Southorn Playground du quartier de Wanchai où doit avoir lieu une manifestation pour le respect des droits syndicaux et la reconnaissance des conventions collectives.
En fin d'après-midi, je retrouve S.K. Lee, avocat-consultant en matière de droit de Chine populaire et qui a été auparavant professeur de droit international pendant plusieurs années à Montréal et Toronto avant de revenir à Hong kong à la fin des années 80 pour ouvrir un cabinet d'avocat.

Son analyse de la situation est plutôt décapante : « Le discours sur les droits de l'homme est une «fraude» car ceux qui le tiennent font partie de la minorité de 10% de hong kongais, au statut social élevé, éduqués à l'anglo-saxonne, qui détiennent, eux, un passeport britannique leur permettant de quitter le territoire pour s'installer ailleurs à tout moment! Il ne faut tout de même pas oublier que le Bill of Rights date seulement de 1990. Auparavant les droits de l'homme étaient ignorés La bourgeoisie hongkongaise a raté sa mission historique. Au lieu de s'affirmer, elle a préféré composer avec le pouvoir politique autocratique dominant, hier le colonialisme britannique, aujourd'hui le parti communiste chinois auquel il est seulement demandé d'assurer la paix sociale… et les profits corrélatifs! (10).
A propos du Bill of Rights, il ne fait d'ailleurs que mentionner les droits politiques et civils, sans donner les moyens nécessaires pour leur mise en application. Et pas un mot bien sûr à propos des droits économiques, sociaux et culturels qui concernent pourtant directement 90% de la population.

Macao…

Pourtant ce qui importe d'abord à l'homme de la rue, c'est le droit au travail et de pouvoir vivre de son travail, le droit à un juste salaire, des conditions de travail respectant la sécurité et la santé, mais aussi le droit au temps libre, le droit à l'éducation, le droit au respect de l'environnement, etc. Tant que cette base ne sera pas acquise, tout le reste ne sera que poudre aux yeux! »
Samedi-détente à Macao, de l'autre côté du Delta, à 50 minutes par hydroglisseur. L'arrivée manque de charme. Une muraille de béton a défiguré le bord de mer et cache la vieille ville portugaise. Il n'en reste d'ailleurs plus grand-chose malgré quatre siècles de présence lusitanienne, à l'image de la cathédrale ravagée par un incendie et dont ne subsiste que la façade. Comme le remarque Charles Reeve : « ce qui fait le charme de Macao, c'est l'échec de la colonisation; les portugais se sont dissous parmi les Chinois qui apportent une nouvelle preuve de leur capacité à adopter les valeurs étrangères qui leur conviennent: cadences capitalistes à Hong kong, lenteur méridionale ici.» (11)
Macao, enfer du jeu. Derrière cette image mythique se cachent un pactole de deux milliards de dollars et un homme, Stanly Ho qui détient le monopole des jeux depuis 1962 et règne en maître sur le territoire, il assure 40 % des recettes fiscales du gouvernement, contrôle la télévision locale, une banque, la compagnie d'hydroglisseurs et 40% du nouvel aéroport international sur l'île de Taipa… pour l'instant car sa concession, plusieurs fois renouvelée, expire en 2001, ce qui aiguise bien des appétits du côté des triades, lesquelles ont la haute main sur le travail clandestin et la prostitution qui a littéralement explosé ces dernières années avec la vague défferlante des Chinoises de plus en plus jeunes, immigrées de Chine Populaire. La population, qui vit essentiellement du tourisme, n'a par ailleurs guère d'appréhension à l'approche de l'échéance de décembre 1999 car c'est déjà la Chine qui de facto est aux postes de commande, l'administration portugaise étant de plus en plus évanescente.
Une Chine qui a intérêt à préserver le statut actuel puisqu'elle prélève sa dîme au passage et peut recycler les pots de vin de la corruption que sa nomenklatura a érigé en institution!

J.-J. Gandini

(1) Au sens anglo-saxon du terme, équivalent de l'extrême gauche.
(2) Littéralement « démocratie à la base»
(3) *Minus 9*, cette année-là, *Minus 8* en 1976 et ainsl de suite par référence au roman d'Orwell *1984* dont le régime communiste chinois s'avérait être la tragique illustration.
(4) La meilleure revue de vulgarisation actuelle, disponible à Paris dans les librairies spécialisées.
(5) Hong kong est actuellement la 9e puissance commerciale mondiale, le 1er port en containers, le 2e aéroport cargo et le 5° centre de change. Le revenu par habitant est supérieur à celui de la Grande-Bretagne et ses réserves fiscales s'élèvent à 255 milliards de F. Si on y ajoute les réserves de change en devises pour 350 milliards, c'est un pactole de 600 milliards de F sur lequel lorgne Pékin!
(6) La zone économique spéciale qui jouxte Hong kong.
(7) Rappel de l'actuelle position du président de la république francaise qui à décidé, à l'instar de son mentor Peyrefitte, de découpler droits de l'homme et contrats économiques.
(8) Sauf pour les employés de maison philippines au nombre de 140 000 dans le cadre d'un accord passé avec le gouvernement philippin, et qui craignent la concurrence sauvage des « Chinoises de l'intérieur » après le 1er juillet.
(9) Fait partie de la Confederation of Trade Unions créée en 1989 et qui regroupe les syndicats indépendants.
(10) C'est le modèle singapourien: économie libérale s'accommodant d'un système politique autoritaire avec contrôle de la population par un système de surveillance électronique hautement sophistiqué. Big Brother en actes…
(11) « Bureaucratie, bagnes et business » de Hsi Houan-wou et Charles Reeve. Ed. l'Insomniaque 1997.

mai 1937 : contre-révolution

Les événements de mai 1937 à Barcelone sont exemplaires à plus d'un titre. Ils se réduisent à une idée principale : comment le stalinisme a utilisé l'antifascisme pour liquider la révolution sociale.

Pour réaliser cet objectif, il était indispensable de liquider le mouvement anarcho-syndicaliste. Mais à ce moment-là, ce mouvement, qui avait impulsé un vaste mouvement de collectivisations dans l'industrie, les transports, l'agriculture, était trop puissant, trop populaire pour être attaqué de front. Il fallait commencer par l'isoler en s'en prenant au POUM, petit parti marxiste mais qui était sur des positions révolutionnaires, dans lequel se trouvaient quelques trotskistes (1).

L'occasion était trop belle. En Allemagne, Staline avait fait le lit du nazisme en sacrifiant le parti communiste allemand pour liquider la social-démocratie. Tout mouvement se réclamant de la classe ouvrière non contrôlé par Moscou devait être liquidé. Staline menait une campagne contre les « hitléro-trotskistes » ; le POUM fut donc dans la ligne de mire des communistes espagnols, qui exigeaient de façon lancinante sa dissolution. Ils firent en sorte d'éliminer Andrès Nin du gouvernement de la généralité de Catalogne, le 13 décembre 1936, avec sinon la complicité, du moins l'accord de la direction de la CNT, qui ne sembla pas se rendre compte que cela, ajouté à d'innombrables autres manœuvres, contribuait à isoler la Confédération chaque fois un peu plus et à la rendre plus vulnérable face au stalinisme.

Les staliniens avaient déjà réussi à éliminer les militants du POUM de toute responsabilité dans l'UGT : or celle-ci était, avant sa prise en main par les staliniens, un allié naturel de la CNT… à condition qu'il y eût dedans des éléments suffisamment radicaux pour favoriser cette alliance. Ainsi, lorsque la CNT obtint que les deux partis marxistes se retirent de la généralité en laissant la place à la seule UGT, c'est en fait le parti communiste qu'elle avait face à elle. L'UGT, que les communistes contrôlaient, était littéralement devenue l'organisation de la petite bourgeoise et du patronat (2).

Les événements de mai 37 sont donc exemplaires de l'incompréhension de la direction confédérale à saisir les rapports de forces, à comprendre la nature réelle du stalinisme et son rôle contre-révolutionnaire, alors que la masse des travailleurs soutenait la CNT.

Communisme espagnol ?

Les communistes espagnols représentaient peu de chose avant la guerre civile, et ne purent se développer qu'en attirant à eux la paysannerie aisée opposée à la collectivisation, la petite bourgeoise, beaucoup de fonctionnaires de police, des militaires. L'épine dorsale du mouvement communiste espagnol, soutenu par Moscou, offrait son expérience organisationnelle à des couches sociales dont les intérêts coïncidaient, à ce moment-là, avec les intérêts de la politique internationale de Staline. Ce dernier ne pouvait accepter l'idée d'une révolution prolétarienne se développant en dehors de son contrôle et sur des bases radicalement différentes de la révolution russe. En participant au gouvernement et en pratiquant le noyautage des instances de pouvoir, les communistes acquirent donc une puissance hors de proportion avec leur base sociale. Les communistes, soutenus par la petite bourgeoise nationaliste catalane, s'exprimaient ouvertement contre les collectivisations – ce qui est un paradoxe curieux, sachant qu'en Russie ils avaient imposé la collectivisation forcée de l'agriculture avec la violence la plus inouïe, faisant des millions de morts…

En octobre 1936, un communiste est nommé ministre du ravitaillement, poste précédemment tenu par un anarchiste. Les comités ouvriers de ravitaillement, mis en place par les anarchistes, et qui fonctionnaient efficacement, sont dissous. La distribution de l'alimentation, assurée par le système de la vente directe des produits organisés par les comités des syndicats, est remise au commerce privé. Les prix augmentent, provoquant la pénurie. Le mécontentement de la population monte, mais les communistes accusent les anarchistes.

Les forces de police – garde civile et gardes d'assaut – avaient été dissoutes et remplacées par des « patrouilles de contrôle ». Mais la police sera rapidement reconstituée, contrôlée par les staliniens. Le même processus s'était passé, le 10 octobre 1936, avec la militarisation des milices, dont les communistes étaient de chauds partisans. *La Batalla* du 1er mai 1937 décrit la composition sociale et le mode de recrutement de la police contrôlée par les communistes : « … ils ont concentré en Catalogne une partie de la formidable armée de carabiniers, qui avait été créée dans des buts contre-révolutionnaires, en la recrutant parmi les éléments du parti communiste dépourvus d'éducation politique, parmi les ouvriers n'appartenant à aucune idéologie, et même parmi les petits-bourgeois déclassés, ayant perdu toute confiance dans le rétablissement de leur position… »

Une offensive est lancée contre la liberté d'expression. La censure devient de plus en plus importante, y compris la censure politique. Un meeting CNT-POUM est interdit le 26 février 1937 à Tarragona.

Le 26 mars 1937 les libertaires s'opposent à un décret qui dissout les patrouilles de contrôle, qui interdit le port d'armes par les civils et l'affiliation politique ou syndicale des gardes et des officiers de police, et qui dissout les conseils d'ouvriers et de soldats, ce qui équivalait à la liquidation du pouvoir réel de la Confédération, élément moteur des milices, maîtresse de la rue et des usines. De fait, les patrouilles de contrôle ne rendent pas leurs armes, au contraire, les militants sortent dans la rue et désarment les forces de police régulières, qui résistent ; des coups de feu sont échangés. La mesure de suppression des patrouilles de contrôle avait été prise en accord avec les conseillers anarchistes de la Généralité, qui furent critiqués par leur base et retirèrent leur appui au décret. La crise sera résolue par la formation d'un nouveau gouvernement, identique au précédent. Les affrontements armés continuent.

Les faits

La provocation du 3 mai 1937 fut donc l'aboutissement d'une longue série d'escarmouches dont l'objectif était, pour les staliniens, la liquidation de la révolution sociale, la liquidation des libertaires comme force hégémonique dans la classe ouvrière catalane, la restauration du pouvoir de la bourgeoisie dûment « drivée » par les conseillers techniques du GPU (3).

Que se passa-t-il ce jour-là ? Le lundi 3 mai 1937 la police communiste tente de prendre le contrôle du central téléphonique de Barcelone, qui est sous contrôle CNT-UGT, mais dont la majorité des employés est à la CNT.

Les miliciens présents se saisissent de leurs armes et résistent violemment, avec succès. Une heure plus tard les miliciens de la FAI et des membres des patrouilles de contrôle arrivent en renfort. Les usines s'arrêtent. Les armes sortent des cachettes. Les barricades s'élèvent. L'insurrection s'étend à toute la ville. Le gouvernement – avec ses représentants anarchistes ! – est en fait assiégé par la force populaire. Il s'agit d'une authentique riposte spontanée à une provocation stalinienne. Le comité régional de la CNT et de la FAI se contente d'exiger la destitution de Rodriguez Sala, communiste, commissaire à l'ordre public de Barcelone. Comme si Sala pouvait être quoi que ce soit en dehors des forces qui se trouvaient derrière lui.

Comme le 19 juillet 1936 lorsque les fascistes ont tenté de prendre le pouvoir, ce sont, à la base, les comités de défense confédéraux CNT-FAI qui organisèrent la contre-offensive populaire, mais cette fois contre l'avis de la direction de la CNT.

Le lendemain, mardi 4 mai, la bataille fait rage toute la journée. La rapidité de la réaction des miliciens de la CNT-FAI et du POUM contre la police a été stupéfiante, autant qu'a été terrible l'acharnement de la police noyautée par les communistes.

Cette crise révèle un conflit aigu à l'intérieur même du camp républicain. Le sort de la révolution sociale était en jeu. Pendant que les prolétaires se battent dans la rue contre la réaction intérieure au camp républicain, les états-majors marchandent : il faut former un nouveau gouvernement. Les dirigeants de l'UGT et de la CNT appellent à cesser le feu. Les ministres anarchistes du gouvernement central appuient cette initiative, mais Companys, président de la généralité, refuse de renvoyer Rodriguez Sala.

Garcia Oliver, ministre anarchiste du gouvernement central, dirigeant de la CNT mais aussi de la FAI, fait un discours ridicule au nom de l'unité antifasciste, appelle à déposer les armes : « tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères, je m'incline devant eux et je les embrasse », y compris sans doute les staliniens et les policiers. Oliver accrédite ainsi l'idée que la bataille qui a eu lieu n'était qu'un accident de parcours dans le camp républicain, alors qu'elle était un authentique combat de classe, le projet des communistes étant de rétablir tous les attributs de l'ordre bourgeois : propriété privée, pouvoir centralisé, police, hiérarchie. Il évacue l'objectif de cette bataille, qui se résumait dans l'alternative : poursuite de la révolution sociale qu restauration de l'État bourgeois.

Dans la nuit du 4 au 5 mai, les marchandages au palais de la généralité continuent. Les communistes veulent grignoter un peu plus de pouvoir aux comités ouvriers et doivent affronter les travailleurs en armes. Leur objectif : écraser définitivement la révolution.

Force est de constater que les dirigeants anarchistes sont dépassés par les événements. A la radio, ils se succèdent tous pour appeler les combattants à déposer les armes : Garcia Oliver, Federica Montseny, tous deux CNT et FAI, et les autres. Companys exige comme préalable à tout accord que les travailleurs se retirent de la rue.

Le lendemain, mercredi 5 mai, la bataille est plus violente encore que la veille. La Gare de France, occupée par les anarchistes, est prise par la garde civile ; les employés de la centrale téléphonique se rendent aux gardes d'assaut.

Le gouvernement catalan démissionne. Les divisions anarchistes du front proposent de venir à Barcelone, mais le comité régional de la CNT leur annonce qu'on n'a pas besoin d'elles… Le soir, de nouveaux appels demandent aux ouvriers de quitter les barricades et de rentrer chez eux. Le mécontentement grandit dans les rangs de la CNT-FAI. De nombreux militants déchirent leur carte.

Une partie importante des jeunesses libertaires, de nombreux comités et groupes de base dans les entreprises et les quartiers s'opposent à l'attitude conciliatrice et à courte vue de la direction du mouvement libertaire catalan. Les Amis de Durruti proposent la formation d'une junte révolutionnaire qui devait remplacer la généralité. Le POUM devait être admis dans cette junte « car il s'est placé du côté des travailleurs ». Ils réclament la socialisation de l'économie, la dissolution des partis et des corps armés qui ont participé à l'agression, le châtiment des coupables. Ces positions sont dénoncées par le comité régional de la CNT. Le groupe sera plus tard exclu de la CNT.

Les Amis de Durruti n'étaient pas, malgré leur nom, des survivants des groupes Los Solidarios ou Nosotros dont Durruti avait fait partie. C'était un petit groupe formé d'irréductibles hostiles à la militarisation des milices, à la participation de la CNT au gouvernement, et dirigé par les Faïstes Carreno, Pablo Ruiz, Eleuterio Roig et Jaime Balius. Accusé d'être à la traîne du POUM et d'être constitué d'anarchistes bolchevisés, ce groupe eut un faible impact et son existence fut courte, car il ne se manifeste plus après l'été 37. Cela ne retire rien au fait que certaines (pas toutes, loin s'en faut) des positions qu'il prit à un certain moment aient pu être dignes d'être

stalinienne à Barcelone

prises en considération. Les critiques qu'il faisait à l'encontre de l'appareil dirigeant de la CNT n'étaient en effet pas infondées. Par exemple, le Comité national de la CNT, lors d'une conférence des délégués le 28 mars 1937, demanda la soumission de tous les organes de presse de la Confédération aux directives du Comité national. La proposition ne fut adoptée qu'à une voix de majorité. La minorité décida de ne pas tenir compte du vote. Il est incontestable qu'il s'était développé une couche de dirigeants spécialisés à la CNT, sans aucun contrôle de la base, et une hiérarchisation autoritaire de l'organisation, y compris à la FAI.

La direction du POUM dans cette affaire n'est elle-même pas exempte de critique. Andrès Nin tente de freiner l'ardeur des militants ; un curieux appel du comité exécutif du POUM propose à la fois de se débarrasser de l'ennemi et d'amorcer une retraite.

Le 5 mai aura été le point culminant de la bataille. Le matin, le gouvernement est démissionnaire, le soir il se reforme. Berneri, une des figures de l'opposition révolutionnaire, est assassiné par les communistes, ainsi qu'un autre militant anarchiste italien, Barbieri.

Le matin du 6 mai, on constate un certain flottement chez les combattants, déçus et désorientés par l'attitude de la direction régionale de la CNT. Bientôt les barricades abandonnées sont réoccupées. La direction de la CNT renouvelle ses appels au calme. La lutte est terminée mais personne ne retourne au travail, les combattants restent sur place. Dans la nuit du 6 au 7 mai, les dirigeants de la CNT-FAI réitèrent leurs propositions : retrait des barricades, libération des prisonniers et des otages. Le matin du 7, le gouvernement accepte les propositions de cessez-le-feu.

L'échec du mouvement insurrectionnel marquera le début d'une régression terrible des acquis des premiers mois de la révolution. L'emprise du stalinisme, s'appuyant sur les couches sociales les plus hostiles à la révolution dans le camp républicain, s'affirmera. Les assassinats de militants révolutionnaires par les staliniens redoubleront. Dès l'été 1937 les troupes du communiste Lister entreront en Aragon pour tenter de liquider par la terreur les collectivités agricoles libertaires et les remettre aux anciens propriétaires. L'adhésion des masses paysannes aux collectivisations était telle que la tentative de Lister se heurta à un échec cuisant.

« Ni vous ni nous n'avons lancé les masses de Barcelone dans ce mouvement. Il n'a été qu'une réponse spontanée à une provocation du stalinisme. C'est maintenant le moment décisif pour faire la révolution. Ou bien nous nous mettons à la tête du mouvement pour détruire l'ennemi intérieur ou bien le mouvement échoue et nous serons détruits. Il faut choisir entre la révolution ou la contre-révolution. » C'était l'alternative proposée par le POUM, dans la nuit du 3 mai, refusée par la direction de la CNT, et rapportée par Julian Gorkin (4).

Si c'était à refaire

Ce serait cependant une grave erreur d'aborder la question en termes de « trahison » de la direction de la CNT par rapport à ses objectifs. Le bilan serein et non dogmatique de l'action de la confédération et des positions de ses dirigeants pendant la guerre civile reste encore à faire chez les libertaires.

Il faut garder à l'esprit que la révolution espagnole n'était pas la révolution russe. On peut considérer cette dernière comme l'ultime révolution du XIXe siècle en termes de moyens techniques mis en œuvre. La révolution espagnole a été la première du XXe siècle, avec l'utilisation des blindés, de l'aviation, de la radio, etc. Elle a été le terrain d'entraînement de l'Allemagne hitlérienne pour la Seconde Guerre mondiale.

En Russie, l'État était en déliquescence, toutes les forces sociales opposées à la révolution étaient en état de dissolution. La société russe tout entière était en état de dissolution, après plusieurs années d'une guerre terrible. C'est cette situation qui a permis à un petit groupe d'hommes – quelques milliers en 1917 – de prendre le pouvoir. L'extrême degré d'organisation et de discipline de ce petit groupe d'hommes ne peut à lui seul expliquer l'efficacité de son action, ce qui ne retire rien au génie stratégique de Lénine, en tout cas au début.

La société espagnole ne présentait pas ce caractère de déliquescence. Les forces sociales en présence étaient précisément caractérisées et ancrées dans leur mode de vie. La bourgeoisie espagnole, et en particulier la bourgeoisie catalane, était puissante, influente. Des classes intermédiaires nombreuses faisaient tampon et épousaient d'autant plus les idées de la classe dominante qu'elles craignaient la prolétarisation. Une telle situation n'existait pas en Russie.

La révolution prolétarienne en Espagne a dû faire face à des adversaires autrement plus redoutables que ceux auxquels les révolutionnaires russes se sont affrontés, car les puissances capitalistes occidentales, après la Première Guerre mondiale, étaient elles aussi épuisées par la guerre, et les corps expéditionnaires qu'elle envoyait, étaient minés par les désertions. Les libertaires espagnols ont dû affronter à la fois les fascistes, les staliniens et les républicains. Ça fait beaucoup.

La révolution russe a eu lieu à une période d'effondrement général, où les puissances, au plan international, susceptibles de la combattre étaient elles-mêmes épuisées par quatre années d'une guerre terrible. La révolution espagnole au contraire a eu lieu à une période de montée en puissance de forces réactionnaires d'une puissance jamais vue – le nazisme en Allemagne, le fascisme mussolinien, qui ont soutenu sans réserve de ses armes le fascisme espagnol. Parmi ces forces réactionnaires figurait le stalinisme, dont les marxistes révolutionnaires qui accusaient la CNT de tous les maux sont sinon directement, du moins intellectuellement responsables.

Si les libertaires l'avaient décidé, ils auraient pu aisément liquider les communistes en mai 37, et le comité régional, dans une certaine mesure, avait raison de dire qu'il n'avait pas besoin de dégarnir les divisions anarchistes du front (5). Les miliciens de Barcelone et de la région, les ouvriers insurgés, les comités de défense des faubourgs auraient largement suffi à la tâche. Mais la situation se serait limitée à la Catalogne, car à Madrid la CNT ne dominait pas. La direction de la CNT ne voulait pas risquer de se retrouver seule face à une coalition fascisto-stalino-républicaine. Par ailleurs, spéculer sur un phénomène d'entraînement dans la classe ouvrière espagnole, qui dans un grand élan d'enthousiasme, aurait soutenu les libertaires catalans, était un risque que la Confédération n'a pas voulu prendre. L'Espagne aurait éclaté en plusieurs blocs antagonistes, devenant une proie facile pour les franquistes. C. M. Lorenzo a sans doute raison de dire qu'un « triomphe de l'anarchisme espagnol entraînant l'effondrement de la légalité républicaine aurait provoqué à coup sûr contre lui la formation d'une coalition internationale allant de l'Union soviétique (suppression de toute aide en armes et en munitions) aux États occidentaux démocratiques (reconnaissance immédiate du gouvernement fasciste, blocus économique (6). » Le mouvement ouvrier international, et en particulier le mouvement ouvrier français largement influencé par les staliniens, auraient-ils soutenu une révolution anarchiste en Espagne qui se serait opposée par les armes aux communistes espagnols ?

Certes, les libertaires se sont de toute façon trouvés face à une coalition fascisto-stalino-républicaine… La question, dans ces conditions – qu'il est facile de poser soixante ans après –, est : est-ce qu'il ne valait pas mieux tenter le coup ? Il est facile, lorsqu'on vit constamment « en plein délire d'identification avec la révolution russe », comme dit Carlos Semprun-Maura, lorsqu'on traîne un schéma de révolution qui se limite à la prise du Palais d'Hiver, de reprocher aux libertaires espagnols de ne pas l'avoir fait.

On peut, aujourd'hui, reprocher aux libertaires d'avoir fait une mauvaise analyse à la fois de la nature du stalinisme et de celle du républicanisme bourgeois. On est, aujourd'hui, confondu par leur naïveté (7) : ils sont les seuls à avoir joué honnêtement le jeu de l'antifascisme. Ils étaient les seuls authentiques antifascistes. Ils étaient les seuls dont l'objectif prioritaire réel était la liquidation du fascisme en Espagne sans préconditionner cet objectif à leur monopole du pouvoir. Au nom de l'unité antifasciste, la CNT, majoritaire en Catalogne, a accepté dans tous les organes de décision une représentation infiniment moindre que celle correspondant à ses effectifs réels, en gage de sa bonne foi…

Les libertaires ont fait, tragiquement et à leurs dépens, la preuve que l'antifascisme sans la révolution sociale n'a aucun sens. Ils ont démontré que la liquidation du fascisme ne peut pas se faire avec l'alliance avec un autre fascisme – le stalinisme –, ni avec la bourgeoisie républicaine.

C'est une leçon qui vaut encore aujourd'hui.

René Berthier

SOLIDARIDAD OBRERA

ÓRGANO DE LA CONFEDERACIÓN REGIONAL DEL TRABAJO DE CATALUÑA — A I T — ÓRGANO DE LA CONFEDERACIÓN NACIONAL DEL TRABAJO DE ESPAÑA

AÑO VII - ÉPOCA VI — Barcelona, miércoles, 13 de julio de 1938 — NÚMERO 1316

Contra la reacción, la C. N. T. está en su puesto de lucha

TODOS A UNA

¡En pie, contra el fascismo!

Sobre la huelga del Transporte, unánimemente secundada por los trabajadores

Un manifiesto de la C. N. T.... dirigido a los los cuatro esquiroles de siempre

La huelga del Puerto y Arte Rodado

(1) Le POUM (parti ouvrier d'unification marxiste), fondé en 1935, avait entre 3 000 et 5 000 adhérents avant la guerre civile (1 million pour la CNT). Qualifié à tort de trotskiste, y compris par les trotskistes d'aujourd'hui (qui se l'ont un peu récupéré, surtout depuis le film de Ken Loach), il avait rompu avec Trotski et la IVe Internationale.

L'attitude de la CNT par rapport au POUM s'explique en partie parce que les relations entre les deux organisations n'avaient jamais été bonnes, Joaquin Maurin ayant accusé la Confédération de tous les maux.

(2) Il y eut même des grèves opposant des ouvriers de la CNT et leur patron de l'UGT, ou des affrontements armés entre paysans collectivistes de la CNT et des petits propriétaires de l'UGT…

(3) L'« Aide » soviétique, payée au prix fort par les républicains espagnols, était conditionnée à la présence de « conseillers » militaires soviétiques qui installèrent une tchéka qui procéda à l'exécution d'innombrables militants révolutionnaires.

(8) Cité par C. M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, p. 266, Le Seuil. Cf. également J. Gorkin, *Les communistes contre la révolution espagnole*, Belfond, p. 59-60.

(4) La preuve a posteriori que les anarchistes auraient pu sans difficulté liquider physiquement les communistes dès mai 37 se trouve dans les événements de mars 1939, à Madrid, lors desquels la CNT réalisa ce qu'elle aurait peut-être dû faire dès le début. Le 2 mars Negrin fait un véritable coup d'État et met des communistes à tous les commandement militaires importants. La CNT décida alors de régler ses comptes avec le stalinisme en écrasant les troupes communistes. Du 5 au 12 mars 1939, le IVe corps d'armée anarchiste (150 000 hommes) commandé par Cipriano Mera, écrasa les Ier, IIe et IIIe corps d'armée communistes (350 000 hommes). Selon des témoignages oraux, tous les officiers communistes au-dessus du grade de sergent furent exécutés.

La nature de classe du parti communiste espagnol est bien décrite dans ces propose de C. M. Lorenzo : « Il semble qu'il se produisit alors un véritable effondrement du Parti communiste. La masse innombrable de gens qui avaient adhéré à ce parti par haine de la Révolution, par peur, par amour de l'« ordre », par opportunisme politique, par arrivisme, n'avait aucune formation idéologique véritable, aucune connaissance du marxisme. Tous ces gens abandonnèrent le Parti dès qu'ils le virent en mauvaise posture et les communistes se retrouvèrent tels qu'ils étaient au début de la Guerre civile une poignée de cadres sans prise réelle sur la population. Le Parti communiste eut à la faveur des circonstances un gonflement absolument artificiel ; ce fut un organisme monstrueux aux pieds d'argile. » C. M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, éditions le Seuil, p. 327.

(5) C. M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, éditions le Seuil, p. 267.

(6) *Solidaridad obrera* du 21 janvier 1937 évoque en termes lyriques l'arrivée, la veille, du premier bateau soviétique débarquant farine, sucre et beurre, quelque temps après que les communistes catalans aient provoqué la pénurie et le renchérissement des produits alimentaires en liquidant les comités ouvriers de ravitaillement (7 janvier), fournissant le prétexte d'accuser les anarchistes d'être les responsables de la pénurie : « Tout un peuple vibrait à cause de la signification profondément humaine de la première visite d'un autre peuple.

La sensibilité rendait tribut à la solidarité. Ce messager du prolétariat russe a apporté en Espagne quelques tonnes de produits alimentaires, offrande de ses femmes aux nôtres, aimables caresses des tout petits d'Orient aux enfants d'Ibérie… » etc. Le quotidien de la CNT aurait pu préciser que ces produits étaient achetés au prix fort et à prix d'or aux Soviétiques, de même que le seront les armes, pour la plupart anciennes, livrées à l'Espagne et distribuées de façon très sélective.

Quand un socialo... mange le morceau

La tâche historique de la social-démocratie face au mouvement de 1936.

Accusé d'avoir, en tant que président du conseil des ministres de 1936 à 1938 « trahi les devoirs de sa charge », Léon Blum a été traduit devant la « Cour suprême de justice » de Riom, à partir d'octobre 1941, par l'État français de Vichy au service du régime nazi. Aux audiences, le socialiste a fait des déclarations par lesquelles il a défini le sens de sa politique. En 1945 paraîtra aux éditions Diderot un livre intitulé « L'Histoire jugera », dans lequel les minutes du procès de Riom seront mises à la disposition du public de l'époque afin de justifier de la grande loyauté – sans arrière-pensée – du premier des socialistes d'avant guerre vis-à-vis du capitalisme de l'époque.

Le « mérite historique » de Blum sera reconnu sans ambiguïté par l'ambassadeur des États-Unis à Paris, William C. Bullit, qui préfacera l'ouvrage de Blum et par Franklin D. Roosevelt qui écrira publiquement : « le grand et sympathique intérêt que je porte à l'œuvre admirable de M. Léon Blum donne à mes yeux un attrait admirable à ce livre... », qu'il avait dans sa bibliothèque. Soixante ans plus tard, alors que la gauche française poursuit sa recomposition politique avec un PCF mange-merde, des Verts mange-atomes et des trotskistes gobe-mouches, le tout en pleine décomposition idéologique, il est intéressant de revenir sur la période du Front populaire à la « lumière » des « aveux » de Riom alors que l'éloignement dans le temps pourrait brouiller les pistes et faire idéaliser aux plus jeunes une période d'illusion politique dont on mesure mieux aujourd'hui les dégâts : abandon de l'Espagne révolutionnaire à la défaite militaire face aux national-catholicisme, étouffement d'un mouvement populaire riche de subversions en France, illusion d'une entente avec Staline comme avec Hitler, préparation des populations à la guerre lorsque tout était déjà joué en ce sens, etc.

Et Léon Blum de se justifier très fièrement de son œuvre devant le tribunal vichyste de Riom aux audiences des 10 et 11 mars 1942, dont nous avons regrouper ici par thèmes les passages les plus significatifs.

La loi des quarante heures

(page 275) : « J'en reviens maintenant aux circonstances dans lesquelles ont été votées, non seulement la loi des quarante heures, mais les autres lois sociales. Je l'ai déjà dit à la Cour ; cette loi de quarante heures fait partie intégrante d'un ensemble politique.

Cette politique, je n'ai pas eu à la choisir, elle m'a été imposée dans les circonstances où j'ai pris le gouvernement, par une nécessité de droit, et par une nécessité de fait, ayant véritablement le caractère d'un cas de force majeure. »

« Rappelez-vous que les 4 et 5 juin, il y avait un million de grévistes. Rappelez-vous que toutes les usines de la région parisienne étaient occupées. Rappelez-vous que le mouvement gagnait d'heure en heure et de proche en proche dans la France entière. » (page 276) « Je n'étais pas sans rapports moi-même avec les représentants du grand patronat et je me souviens de ce qu'était leur état d'esprit à cette époque... Alors quoi ? C'est la révolution ? Alors quoi ? Qu'est-ce qu'on va nous prendre ? Qu'est-ce qu'on va nous laisser ? » Les ouvriers occupaient les usines. Et peut-être, ce qui contribuait le plus à la terreur, c'était cette espèce de tranquillité, cette espèce de majesté calme avec laquelle ils s'étaient installés autour des machines... » « Je suis arrivé à l'Élysée avec mes collaborateurs vers 7 heures du soir. Je les ai présentés au président de la République. (page 277)

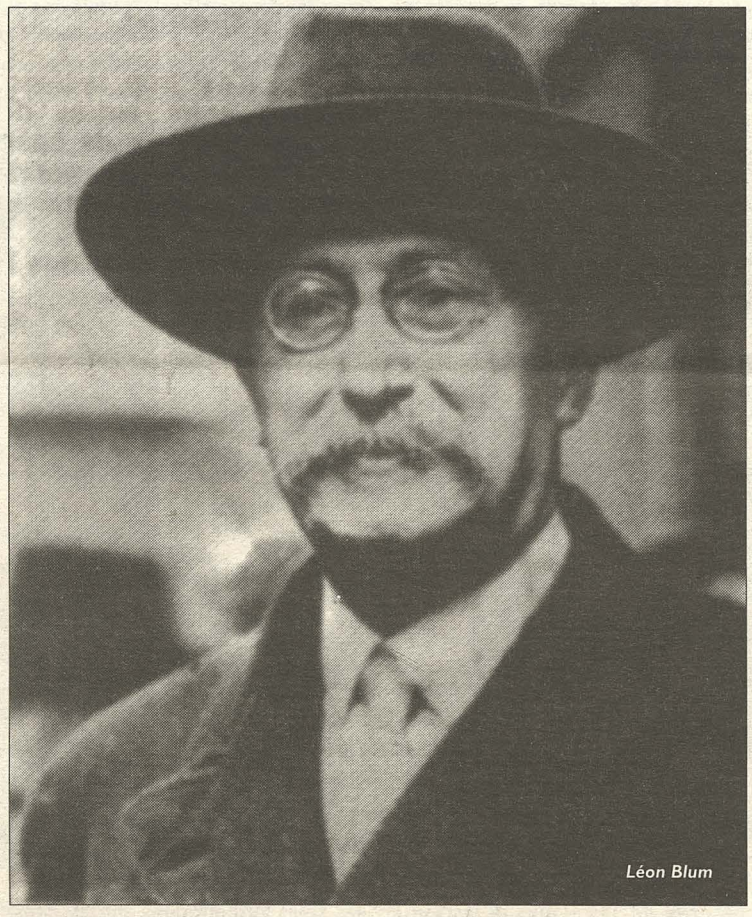
« M. Lebrun me répondit alors : "Les ouvriers ont confiance en vous. Puisque vous ne pouvez convoquer la Chambre avant samedi, et que certainement, dans votre déclaration ministérielle, vous allez leur promettre le vote immédiat des lois qu'ils réclament, alors, je vous en prie, dès demain adressez-vous à eux par la voix de la radio. Dites-leur que le Parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni, vous allez leur demander le vote rapide et sans délai des lois dont le vote figure dans leurs cahiers de revendications en même temps que le relèvement des salaires. Ils vous croiront, ils auront confiance en vous, et alors, peut-être ce mouvement s'arrêtera-t-il ?" » (page 278) «... sans perdre une minute, je m'efforce d'établir un contrat entre les organisations patronales suprêmes, comme le Comité des forges et la Confédération générale de la production, et d'autres part, la Confédération générale du travail. Sans nul doute, j'aurais tenté de moi-même ce qu'on a appelé l'accord Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat. »

« On ne demandait qu'une chose aux Chambres : aller vite, vite, afin de liquider cette situation redoutable, cette situation que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire mais de quasi-révolutionnaire, et qui l'était en effet. » (page 279)

« La contrepartie, c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour là, les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat qui étaient à Matignon : « Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons et nous le ferons. Mais nous vous en avertissons tout de suite. Nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis, c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont non plus. Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour faire exécuter nos ordres. » Et je vois encore M. Richement qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant : "C'est vrai, nous avons eu tort." (page 280) »

« Mais je dois vous dire qu'à ce moment dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. » «... un homme auquel on attribue sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant pour qu'on lui fit entendre raison, et qu'il la décidât à ne pas abuser de sa force. » (page 281) « C'était sur la foi de ma parole, sur la foi des engagements pris vis-à-vis d'eux et du Parlement républicain que, petit à petit le mouvement s'est épuisé. Il n'y a aucun doute en effet qu'à partir de Matignon la décrudescence ait commencé. Il y avait un million de grévistes à ce moment-là, et trois semaines après 100 000. A la fin de juillet (1936) on pouvait considérer que le mouvement était terminé. » (page 282)

« Voilà Messieurs, dans quelles conditions ont été votées les lois sociales dont l'accusation extrait la loi des quarante heures. » (page 285) «... vous imaginez que la loi des quarante heures, du moment où elle a été votée, a réduit la durée du temps de travail effectif en France à cette époque ? Vous imaginez-vous qu'on travaillait quarante heures en juin 1936 ? On ne travaillait pas quarante heures [...] c'était une exception, un privilège dans un établissement français. »


Léon Blum

« On me citait récemment le mot de M. Louis Renault : "La loi des quarante heures ! Ah ! Si je pouvais être sûr de donner trente heures de travail par semaine à mes ouvriers ! » (page 287) « En 1938, c'est autre chose. » « J'ai donc obtenu l'accord... qui porte à quarante-cinq heures, par addition de cinq heures supplémentaires, le temps normal de la durée de travail dans tous les établissements travaillant directement ou indirectement pour la Défense nationale. » « Ce sont les besoins, c'est la rotation nécessaire des machines qui sont la donnée fixe et le travail des hommes qui doit être la donnée mobile. »

Le respect de la propriété capitaliste

(page 320) « Nous avons fait respecter le droit de propriété. Par exemple, au commencement d'octobre, une grève de restaurateurs et d'hôteliers a éclaté juste au moment du salon de l'automobile. Nous avons fait la même opération le mois suivant, en novembre, dans les grèves de la chocolaterie. » (page 321)

« Nous avons recommencé dans le Nord à propos des neutralisations. Une fois le principe de l'arbitrage accepté par les patrons, nous avons fait évacuer les usines. Elles ont été évacuées sans attendre que la procédure d'arbitrage fut commencée, sur la seule acceptation du principe de l'arbitrage. » « Le résultat avait été obtenu ; les grévistes avaient été mis hors des locaux qu'ils occupaient ; le droit de propriété était respecté. » (page 326) « [...] j'ai apaisé de grands conflits sociaux, je vois que, pour la première fois, j'ai groupé l'unanimité autour des crédits d'armement, je vois que j'ai préparé les esprits en France à cette conception de l'unité française qui aurait dû être aussi belle que dans les premiers mois de 1914, car c'est un spectacle qui laisse à tous ceux qui l'on connu un souvenir inoubliable. » « Je ne suis pas de ceux qui aient jamais ruiné l'autorité du chef d'entreprise. Trop souvent hélas ! les patrons s'en sont chargés eux-mêmes. Je crois que dans une démocratie ouvrière comme dans une démocratie politique, l'autorité est nécessaire... » « Cette loi sur les contrats collectifs, c'est elle qui a introduit la démocratie dans l'usine. » (page 327) « On ne donnera plus à ces masses ouvrières le sentiment qu'elles sont asservies au travail par le lien d'une hiérarchie qu'elles n'ont pas eu le droit de discuter et auquel elles n'ont pas volontairement consenti. » (page 328)

« J'ai rempli un rôle auquel j'oserais presque dire que j'étais destiné, un rôle de conciliateur. » (page 284) « [...] pendant que j'étais au gouvernement, la production a augmenté, non seulement pendant mon gouvernement, mais pendant les deux années qui l'ont précédé. Ce n'est pas douteux ! »

Préparer les esprits à la guerre

(page 330) « Karl Marx a dit que le prolétaire n'a pas de patrie, et en cela il était d'accord avec toutes les législations anciennes, car en Grèce ou à Rome, le prolétaire n'était pas soldat pour la raison qu'il n'avait pas de bien à défendre. Mais Jaurès a dit que si le prolétaire n'avait pas de patrie, le progrès républicain, peu à peu, lui en ferait une, et que c'est à mesure qu'on crée peu à peu pour les ouvriers une copropriété de la patrie qu'on les engage à défendre cette patrie. Cette espèce d'accord unanime qu'on a trouvé en France au moment de la mobilisation était un peu la conséquence de tout cela, et par conséquent était un peu notre œuvre. » (page 332) « [...] avec des violences on ne fait pas plus des ouvriers que des soldats. » (page 330) « Appelez cela comme vous voulez : droit de regard, droit de protection, droit de copropriété du travail sur l'appareil productif du pays, conscience de ce qu'il y a d'indissoluble dans le régime moderne de la production, entre l'instrument matériel et le travail de l'homme, on sentait tout cela, mais les ouvriers aussi. Et cette idée, il ne faut pas vous imaginer qu'elle était toxique... Ils ne peuvent que coopérer à un sentiment d'unité entre les différentes classes qui composent la nation. Et au point de vue spécial qui nous occupe, constater une communauté de droits et de devoirs vis-à-vis du patrimoine national, est-ce que cela ne conduit pas à en assurer et à en préparer la défense commune, la défense unanime ? »

Complicités stalino-industrielles

(page 297) « Au commencement de 1937, un administrateur du Creusot [...], M. de Saint-Sauveur, [...] est venu trouver l'ambassadeur de l'Union soviétique à Paris, M. Potiemkine. Il y avait en ce moment, entre le Creusot et l'Union soviétique de petites frictions. Les soviets (sic) avaient demandé au Creusot de grosses pièces de navire. Ces pièces n'étaient pas livrées par le Creusot, et le gouvernement soviétique croyait sentir de la part du fournisseur une certaine mauvaise volonté ! A plusieurs reprises, le gouvernement soviétique s'en était plaint, et ses plaintes avaient été transmises à l'administration de la guerre. M. de Saint-Sauveur a donc dit à M. Potiemkine : "C'est vrai, nous avons mis beaucoup de mauvaise volonté à vous livrer ces pièces, mais jouons carte sur table. Si vous voulez, [...] nous vous livrerons ce matériel très vite [...]. Mais, en échange, il faut que vous nous rendiez un petit service. La loi de nationalisation est votée, mais elle n'est pas encore appliquée. On discute encore au ministère de la guerre [...]. Nous pourrions probablement nous arranger pour que dans les services techniques du ministère de la guerre, on n'insistât pas pour la nationalisation du Creusot. Seulement, il s'agit de neutraliser les influences socialistes. Le Creusot échappera à la nationalisation pour peu que vous vouliez bien dire un mot à ce sujet à M. Blum".

"M. Potiemkine a écouté sans mot dire, puis il a répondu que la seule chose qu'il pût faire était de transmettre purement et simplement cette conversation. Mais je ne peux pas croire qu'il l'aurait fait si le parti communiste en France, qui n'était pas sans liaison avec l'ambassade soviétique, avait eu vis-à-vis de la nationalisation des industries de guerre une position bien ardente. »

Je vous rappelle que l'ouvrage de Blum dont ces extraits sont tirés s'intitule « L'Histoire jugera ». Voilà qui est fait.

Franck Thiriot

Encore un chiffon de papier !

La résolution du Conseil européen d'Amsterdam entérine la capitulation du gouvernement français

La conférence intergouvernementale d'Amsterdam, dont on avait annoncé à grand fracas qu'elle montrerait à toute l'Europe la vigueur de l'engagement du nouveau gouvernement français en faveur de l'emploi, ressemble à s'y méprendre à la fable du Vieux Li, histoire que racontaient, non sans humour, les maoïstes des années soixante-dix.

L'assemblée générale de la Commune populaire n° 32 se terminait. Dans quelques minutes serait prise la décision de construire un nouveau hangar pour stocker le riz; les dimensions du hangar avaient été discutées et adoptées, le calendrier arrêté, les équipes prévues. On allait voter : une belle démonstration de démocratie prolétarienne. Puis, tout à coup, le Vieux Li leva la main pour demander la parole; le Vieux Li était le plus ancien et le plus expérimenté des charpentiers de la commune populaire. Après que le président lui eut donné la parole, le Vieux Li commença un long discours où il rappela son attachement à la pensée et à la personne du Président Mao, au marxisme-léninisme, à la République populaire et à la lutte contre les vieilles idées. Pour en arriver au fait : dans la Commune populaire n° 32, comme dans tout le district, il n'y avait plus de clous... Désarroi, désappointement général. A ce moment-là, le président, qui n'avait pas oublié qu'il était aussi secrétaire de la section du Parti, se leva et dit d'un voix forte : « Je propose que nous passions au point deux de l'ordre du jour : la rédaction et l'adoption d'un texte sur l'avènement du communisme... »

Rien plus rien égale zéro

La résolution adoptée par le Conseil européen d'Amsterdam sur la croissance et l'emploi rejoindra, sans doute aucun, l'immense dépotoir des chiffons de papier, où l'aurait précédé le texte fictif sur l'avènement du communisme de la Commune populaire n° 32 s'il avait été effectivement rédigé.

Trois non-décisions structurent cette résolution.

1. Les institutions européennes n'obtiendront pas de pouvoirs supplémentaires pour lutter contre le chômage ; Theo Waigel, le ministre allemand des Finances, a déclaré on ne peut plus clairement qu'« il n'y aurait pas de nouveaux moyens pour une politique européenne de l'emploi ; il n'y aura pas non plus de compétences additionnelles pour la Commission ».

2. Le gouvernement allemand refuse de renégocier le contenu du pacte de stabilité qui encadre les déficits budgétaires et la dette publique ; le *Nein* énergique de nos voisins d'outre-Rhin s'agissant des faits et des engagements financiers s'est nuancé de quelques perles poético-financières telles que celle-ci : « Des politiques macro-économiques et budgétaires saines vont la main dans la main – c'est bien le texte – avec une croissance forte et durable de la production et de l'emploi... », qui n'engagent à rien.

3. Aucun gouvernement européen n'entend verser un centime supplémentaire. Le ministre des Finances de la Bundesrepublik précise un peu plus pour les optimistes incorrigibles que sont les militants du peuple de gauche : « Quant à la Banque européenne d'investissement, elle ne modifiera pas ses statuts, elle interviendra dans le cadre existant, et il ne faut pas compter sur des volumes de prêts supplémentaires. » En langage clair : Circulez, il n'y a rien à voir et pas de pognon à distribuer !

On apprendra par la suite que les experts du gouvernement Jospin avaient préparé des propositions concernant la politique de ladite banque afin de constituer une sorte de fonds européen de croissance. Tout ça a été réintégré illico presto dans les serviettes devant les froncements de sourcils de nos amis et partenaires...

Tout va bien à gauche

Les inconditionnels du gouvernement de la gauche et des écologistes vont s'échiner à nous expliquer qu'il est réellement important que le mot « flexibilité » ne soit plus employé en Europe grâce à l'action du camarade Jospin. Ils auront fermé les yeux et refusé de voir que la résolution adoptée comporte des notions telles que efficacité du marché de l'emploi, compétitivité, fiscalité favorable à l'emploi – toutes notions qui recouvrent les concessions passées et futures que les pouvoirs publics européens ont accordé et accorderont au patronat du continent, à savoir la réduction des garanties légales des contrats de travail, les facilités faites à la « mobilité de la main-d'œuvre » afin de lui permettre de réagir aux « changements économiques », c'est-à-dire, en langage courant, à la flexibilité et, enfin, la réduction des prélèvements opérés sur les entreprises.

Enfin, nous apprenons avec plaisir que le parti communiste français, membre à part entière du gouvernement, est quasi euphorique. Pour lui, « l'essentiel est que le débat est ouvert dans l'opinion et dans toute l'Europe sur le contenu de la réorientation de la construction européenne ». Ce saut qualitatif a été obtenu « grâce au gouvernement français ».

Maxime Gremetz aurait, paraît-il, quelques maux d'estomac : après Budapest, la dénonciation du stalinisme, Georges Marchais, la Pologne et Gorbatchev, il va devoir maintenant, avec ses camarades les « communistes lutte de classes », supporter un gouvernement de gauche globalement positif.

Rassurons-le : il vaut mieux être un dirigeant oppositionnel du PCF qu'un chômeur qui s'inquiète de la possible suppression des fonds sociaux de l'Unedic. Et puis, peut-être, le gouvernement de la gauche et des écologistes pourra faire quelque chose sur ce qui apparaît être un nouveau dossier délicat. Encore un peu d'audace, camarades ministres !

J. Toublet

Amsterdam, 14 juin 1997

Le CRC devient le SUD-CRC Santé Sociaux

Quand, en décembre 1988, la C.F.D.T. se débarassait des moutons noirs de la région parisienne, instigateurs et acteurs des grèves des camions jaunes à la Poste et des blouses blanches dans les hôpitaux, elle était loin d'imaginer ce qui serait développé par ces syndicalistes étiquettés de gauchisme. C'est vrai que neuf années plus tard, la Fédération SUD PTT préfère animer des luttes à la Poste ou à France Télécom ou dans le cadre d'AC ! (Agir contre le chômage) et des marches européennes d'Amsterdam, que de se vautrer dans les fauteuils des ministères, de l'Unedic ou de la Sécurité sociale.

Dans le secteur sanitaire et social, la Fédération CRC Santé Sociaux eut plus de difficulté à se développer. Dans ce champ, il n'existe pas de tradition syndicale forte comme dans la production ouvrière, ce qui explique pour partie le faible taux de syndicalisation, 4% à comparer avec le celui tous secteurs confondus de 10 % en France : cette quasi absence d'organisation collective est liée bien évidemment aux difficultés rencontrées par les femmes pour se syndiquer , secteur fortement féminisé à 80% environ, mais aussi à la tradition de dévouement qui pèse encore dans certaines catégories professionnelles. Aussi, l'activité syndicale s'est priorisée sur les revendications sectorielles (défense de l'hôpital public, luttes contre l'insuffisance des budgets hospitaliers et sociaux remettant en cause non seulement des droits des salariés mais aussi l'avenir de certains services), voire souvent catégorielles (comme pour les assistants de service social, les aide-soignants ou les infirmiers de secteur psychiatrique) afin d'asseoir un syndicalisme d'action au plus près des préoccupations des salariés. Tirer la leçon du mouvement des infirmières et autres personnels de santé en septembre et octobre 1988 qui avait formé une coordination en dehors des syndicats et démontrer la validité et la nécessité d'un syndicalisme face aux réformes et restructurations majeures annoncées. Il n'y a pas que Madame Mégret pour fermer les services sociaux (licenciements et asphyxie budgétaire par suppression de subventions municipales), les communes, du fait de la décentralisation, ont la possibilité de faire des choix et elles ne se privent pas de couper dans l'action sociale. Quant au secteur de soins, au lieu de mener une politique de santé reposant sur la prévention, le dépistage, l'éducation sanitaire, on répond aux exigences du capitalisme, aujourd'hui appelées critères de Maastricht : il ne s'agit pas de santé d'une population mais de dispenser des soins, source de profits juteux tel que l'ont compris depuis longtemps les trusts pharmaceutiques et industriels pour le médicament et le matériel biomédical, les praticiens en exercice libéral, sans oublier la soif d'investir des groupes ou opérateurs comme Bouygues, la Générale des Eaux ou Paribas.

Un syndicalisme d'action radicale...

Aujourd'hui, la Fédération CRC compte 2 500 adhérents sur le plan national pour un million environ de salariés, ce qui est dérisoire mais les grandes confédérations qui se targuent de dizaines de milliers de syndiqués n'en font guère plus si ce n'est moins dans l'action quotidienne. Après le mouvement de novembre et décembre 1995, des syndicats CRC parfois, mais aussi SUD se sont formés, s'affiliant à la Fédération. Issus de la C.F.D.T, très souvent, la coupe étant pleine, mais aussi retrouvant le syndicalisme ou le découvrant, ces adhérents recherchent avant tout une organisation de lutte dont ils peuvent maîtriser tous les aspects. Le CRC semble répondre à leurs besoins. Les choix politiques en matière sanitaire ou sociale sont les mêmes que ceux qui présidaient au plan Juppé : des convergences d'action et de réflexion apparaissent et permettent de dépasser le seul cadre sectoriel. En effet, la politique sanitaire et sociale, basée sur la protection sociale, n'est-elle pas au coeur d'un choix de société. L'action interprofessionnelle renaît, les liens se sont retissés ça et là, fondés sur le « Tous ensemble, on a plus de chance de gagner ».

Lors de son congrès à Dourdan, les 11, 12 et 13 juin dernier, toutes ces questions ont animé les débats. Le CRC a sans doute tourné une page, reprenant le chemin de l'interprofessionnel en adhérant au Groupe des Dix, aux côtés du SNUI (impôts), du SNJ (journalistes), du SUD PTT et des divers syndicats SUD (Rail, Education, FNAC, Métaux, Collectivités territoriales, ANPE, ...) : en même temps s'affirmait la volonté de ne pas créer une confédération SUD aujourd'hui, non pas que l'idée n'est pas reprise, mais si une confédération nouvelle doit voir le jour, elle devrait inévitablement prendre en compte d'autres réalités syndicales, la décomposition-recomposition syndicale est loin d'être achevée. Le changement de sigle, quant à lui, ne répond pas à un effet de mode - SUD, mot magique qui ferait adhérer - mais apparaît comme une possibilité de repère d'un certain syndicalisme : aux lendemains du congrès, plusieurs sections syndicales et syndicats se sont adressés à la Fédération SUD CRC Santé Sociaux, ainsi formée, pour demander leur affiliation. Ce repère s'appuie sur la solidarité, l'unité et la démocratie-comme le sigle l'évoque. « Révolution » titrait l'hebdomadaire professionnel T.S.A. (Travail Social Actualités) du 20 juin, quant à la modification du sigle, n'exagérons pas. Formons plutôt le souhait que cette volonté de renover le syndicalisme, qu'affiche le SUD CRC, puisse permettre à certains et certaines de développer un syndicalisme, à défaut d'être révolutionnaire voire anarchosyndicaliste, qui allie l'action radicale et un projet de transformation sociale à définir au niveau interprofessionnel.

Hélène Hernandez

La vache folle parle...

Colère animale

Une vache folle affrontait l'humanité.
- Quel est ton nom, dit l'homme? - Il est prospérité,
Répondit l'animal. Oui, prenons l'origine,
J'étais de la richesse une sacrée vitrine,
Tout ce qui était généreux portait mon nom;
Dans le ciel étoilé coulait mon lait fécond;
Le peuple se servait de moi comme monnaie:
Avant qu'on ne sème l'argent comme l'ivraie,
On réclamait son dû en têtes de bétail
Et l'on m'utilisait pour payer un travail.
Le lait? Je ne vais pas vous en faire un fromage,
Je vous l'ai dit: c'est l'abondance d'âge en âge.
Il est le symbole de la fécondité,
Il est le mystère de la fertilité,
Le seul aliment complet naturel (J'évoque
La qualité maintenue pendant les époques
Qui ont précédé ce siècle empoisonneur,
Tous les siècles l'ont respecté avec ferveur,
Tous, sauf le vôtre!) Le lait, ce sont des glucides,
Des lipides, des minéraux, des protéides,
Des vitamines - toute cette richesse et
Toute cette douceur, toute cette beauté:
La blancheur idéal, teint de seins, bain de fesses
Qui coule pour toujours en fleuve de caresses...
Le lait - mais arrêtons d'évoquer vos émois... -
Eh bien, le fournisseur fêté: c'était moi!

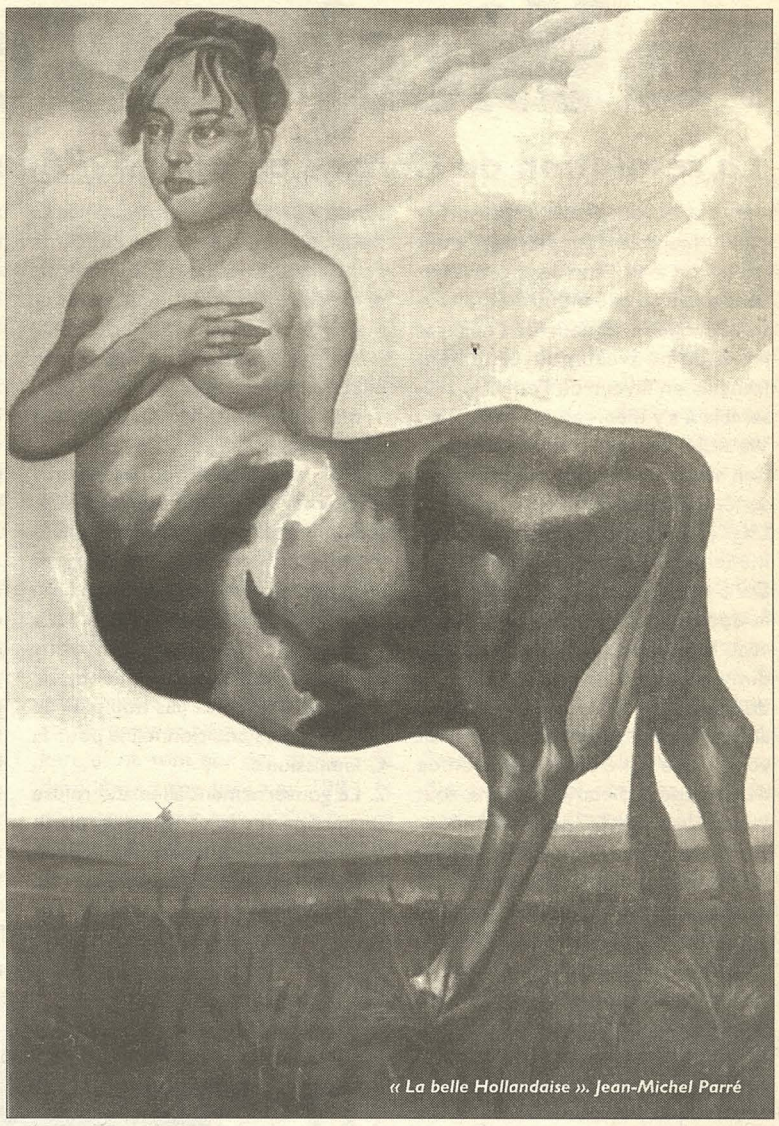
Mon nom est prospérité, continua la vache.
Rien n'est trop heureux pour favoriser ma tâche;
Rien n'est trop beau, trop bon pour remplir mes besoins;
L'usage recommande pour moi les plus grands soins
(On ne peut apporter le meilleur de soi-même
Que lorsque la personne qui reçoit vous aime);
Il est démontré qu'à l'ombre je dépéris
(Visitez les prisons aujourd'hui où je vis!);
Ma nourriture doit être - loi intangible! -
La meilleure et la plus abondante possible.
J'aime beaucoup, moi, les jeunes pousses d'ajoncs,
Les feuilles d'arbres, de vignes et de scions...
J'aime au matin l'été dans les verts pâturages
Et pour la saison froide un abondant fourrage...
("Mais évitez la poussière et la saleté
Et - je souligne - tout aliment altéré."
Voilà ce que disait n'importe quel ouvrage
Qui donnait des conseils pour un bon élevage...)
Ma valeur tient à mon alimentation,
Au temps que je m'offre pour ma digestion,
Au plaisir que je prends à brouter l'herbe fraîche
Que fauche en faisceau ma langue lascive et rêche...
J'ai besoin d'herbe drue pour mes dents agacer,
Une herbe verte dont je n'ai jamais assez,
Faite de graminées et de légumineuses
Que mâche lentement ma bouche paresseuse.

La vache s'arrêta et rêva un moment...
On aurait dit qu'elle ressuçait ses aliments;
On voyait passer dans son gros regard l'herbage
Sacré de luzerne et de chicorée sauvage...
Elle fixait les humains d'un œil doux et naïf
Comme si elle avait fumé un kilo de kif;
Un grand œil incroyable aux cils de demoiselle,
Un œil humide, uni... Qui soudain se rebelle:
- Grosse vache, dites-vous, quand vos femmes sont
Molles, paressent, prennent des proportions
Qui vous font craindre de ne pouvoir faire face
A l'appel du désir sur autant de surface.
Enfants, regardez-moi, regardez la beauté
Que m'accordent les dieux de votre Antiquité
Et leurs métamorphoses pour baiser les mortelles;
Regardez comme ma robe est luisante et belle,
Douce et moelleuse ma peau et fin le duvet
Qui recouvre ma hanche blanche et mon jarret;
Regardez sur mon ventre veiné, combien fines
Sont pour vos doigts mes mamelles et mes tétines.
Cessez de me confondre avec vos duretés.
De crier "Mort aux vaches" en voulant butter
Ceux dont la carrière est la violence et la haine.
Cessez de me fourguer la chose trop humaine:
"La vieille vache! Quelle vache, ce patron!
Une vraie peau de vache, une vache de con!"
Vous mettez sur mon dos tant de saloperies!
Vous durcissez la moindre des plaisanteries!
Mon nom rend tout méchant, mauvais, même l'amour;
Vous m'avez mis plein de sévérité autour.

La vache respira après cette tirade,
Regarda les hommes, puis leur dit: - Camarades!
Mon nom est prospérité, on l'a salopé.
Parlons, vous voulez bien, sans animosité.
Qu'est-ce qui se passe avec ces foutues combines?
Veut-on l'extinction de la race bovine?
Qu'est-ce qui vous prend de mettre sur le marché
- Je m'adresse aux marchands au profit attachés! -
Des farines de mort, de dégénérescence
Qui tout à coup échappent à votre science?
Quelle idée de prendre des cadavres pour nourrir
Des vivants? Mais enfin, vous saviez que mourir
Implique, outre le devoir de pourriture,
Un lien obscur avec les lois de la nature.
Vous décidez pour des histoires de gros sous
Que tous les animaux deviendront des garous!
Vous voulez qu'on soit nécrophage sans vergogne
Et parce qu'on est vache on bouffe des charognes?
Voyez le résultat! Des fabrications
Dont les agents nocifs se nomment des prions!
(Entre nous, un nom pareil pousse à la méfiance,
Comme tout ce qui touche à l'aveugle croyance...
Vous vous rappelez le grand corrupteur romain?
Vous vous rappelez le nuit et brouillard humain
Qu'il imposa longtemps au nom de la prière?
L'ignoble vermine qui traqua les lumières
D'un pouvoir né dans le sang, scellé par le sang,
Agrandi par le sang, aujourd'hui renaissant...)
Je m'égare... Revenons aux prions! La belle
Maladie que voici offerte à nos cervelles:
Temblement, paralysie, démence! C'est tout
A fait ce que les Fore appelaient kuru
Quand ils bouffaient leurs morts en Nouvelle-Guinée.
Merci pour la grâce que vous m'avez donnée.

Oh! cruelle nature, arrête au plus tôt
Les méfaits tout azimut de ces zigotos
Qui s'imaginant être le nombril du monde
Ont partout dans le monde une conduite immonde!
Peux-tu éliminer ces animaux pervers
Et tarés qui mettent en péril l'univers?
Nature, il est temps! A toi d'évincer l'engeance
Qui inflige autour d'eux tant et tant de souffrances.
Tant d'atrocités commis sur d'autres vivants,
Tant de corps tordus, sanglés, torturés, en sang,
Tant de chair abîmée dans les laboratoires,
Tant de tourments gratuits et sans échappatoire.
Animaux cuits, brûlés vifs, creusés aux laser,
Enfumés, écorchés, éventrés, en enfer
Dans des appareils de contention et des barres
D'acier qu'on enfonce dans les yeux - oh, barbares!
Qui perforent l'oreille, écrasent le palais.
Des millions d'animaux traités en objets.
Que de mépris, mon dieu, avec leurs lois divines
Qui nous ont rabaissés au niveau des machines.
Comment peut-on avoir cette inhumanité?
Comment peut-on nous voir sans sensibilité?
Pourquoi nos nerfs à nu ne seraient pas sensibles?
140 Pourquoi les coups reçus ne seraient pas pénibles?
Le malheur qu'on nous donne est pour nous un malheur;
Nous avons faim, nous avons froid, nous avons peur;
Nous rencontrons comme eux fatigue et maladie;
Mais en quoi aurions-nous moins de droit dans la vie?
En quoi notre existence aurait moins de beauté?
Aurait moins de valeur, moins de nécessité?
Mais comment peuvent-ils ces penseurs et ces maîtres
Croire qu'il soit pour nous moins important de naître?
Et qu'à la fin nous n'avons pas le même sort?
Comme si leur mort à eux n'était pas notre mort!
Oh! nature cruelle il est temps que s'arrêtent
Les jeux et les combats qui servent à leurs fêtes;
La chasse, la pêche et tous ces amusements
Qui occasionnent pour nous les pires tourments.
Folie, folie, folie des affaires humaines!

La vache frissonnait et n'avait pas de haine.
Elle se savait seule encore sur ce chemin haut
Qui fusionne ensemble minéraux, végétaux



« La belle Hollandaise ». Jean-Michel Parré

Et animaux... O compréhension profonde!
O toi connivence qui fait du Tout un monde
Unique sous tous ses aspects avec, au bout,
La mort. Elle savait... (Ça peut paraître fou
Cet échange sensible, permanent, informe,
Fait de respect mutuel entre toutes formes...
Dans une ténébreuse et profonde unité,
Vaste comme la nuit et comme la clarté...
Cette correspondance que dit Baudelaire,
Que les poètes voient de leurs yeux ordinaires.)
Elle savait: là est l'avenir de l'esprit
Et, sans doute, si la nature a bien compris
Qu'il faut détruire l'homme avant qu'il la détruise,
C'est la seule issue où la vie nous conduise,
Le seul avenir possible... Nécessité
Qui porte le beau nom de solidarité...
Mais elle gardait ces pensées pour elle seule.
Il y a un moment que la bête dégueule
L'homme qui en passant la regarde du train.
Celle-ci ne voulait pas montrer son dédain.
Elle reprit:
- Hélas, hommes, race maudite,
En repensant à tout le mal que vous nous fites,
J'en étais venue à oublier l'objet de mon discours,
J'en étais arrivée à réclamer sans recours
Que la nature vous fasse disparaître,
Car tant que vous êtes là à quoi bon naître?
Or il y a parmi vous ces exceptions,
Poètes, rêveurs dont la compréhension
Font que c'est mon devoir de prendre la parole
Pour tenter de contrer l'hystérie agricole.
Il y a parmi vous des montreurs d'horizon.
Il y a parmi vous des gens pour qui moutons,
Veaux vaches cochons valent mieux que leurs semblables,
Qui pensent l'animal plus vrai, plus estimable;
Alors je m'adresse à vous, frères, sauvez-nous!
Car la mort de la vache est votre mort à vous.
Ne laissez-plus les culs-terreux et leurs cultures
Saccager la vie animale et la nature.
Vous pouvez surveiller l'usage des engrais
Qui sont pour toute notre planète mauvais,
Dangereux, une sorte de lente asphixie
De la terre et de l'eau et de toute vie.
Vous pouvez empêcher d'épandre les lisiers
(Ces Bretons qui, jouant à l'apprenti-sourcier,
Gorgent de nitrates les nappes phréatiques,
Etouffent la mer sous des algues maléfiques),
Vous pouvez dénoncer l'intérêt financier
(Ceux qui de nos déchets font usage grossier
S'il vous plaît, il est encore temps de le faire:
Contrôlez l'industrie agro-alimentaire
Qui utilise les abats, le sang, les os
Les plumes... pour empoisonner le populo),

Colère animale...

Vous pouvez refuser qu'on produise à outrance;
Que le progrès pour la santé soit des nuisances,
Pour l'environnement l'agent avilisseur;
Qu'on produise pour demain de nouvelles peurs;
Qu'on fabrique, hélas, ces farines animales
Qui désormais pour nous résument le scandale
(Des déchets le stockage encombre l'univers
Des tas d'ordures pourrissent à ciel ouvert
Il est temps de tirer la sonnette d'alarme!)
Vous devez aux paysans opposer vos armes,
Vous devez arrêter leur saccage aujourd'hui,
Boycotter leurs lobbies, leurs pouvoirs, leurs produits
Et ne plus accepter leur continuel chantage
Qui fait que pour toujours produire davantage
Ils multiplient les endettements, les emprunts,
Les aides... (Le temps leur est toujours opportun!)
Chacun devrait payer sous prétexte d'Europe
Leur grand aveuglement dans tout ce qu'ils salopent,
Leurs mauvais choix, leurs fautes de dicernement,
Leur course folle et sans limite au rendement
Qui se traduit dans un gaspillage chronique,
L'encombrement des entrepôts frigorifiques.
Comme s'il s'agissait de payer payer payer
Pour le plus grand confort de ces racle-deniers
Confortés qu'ils sont par des dirigeants cyniques
Et par la lâcheté des hommes politiques...

A ce moment précis, la pensée et les mots,
Tout se bousculait. Trop. Trop. Il y avait trop
A dire sur ce comportement égoïste
Du monde rural, dur, sans cœur, opportuniste...
La vache nerveuse suspendait son discours
Comme si ici la raison n'avait plus cours.
Elle avait la vision dans son regard vide
De ces cruautés, de ces violences stupides;
Sur les routes où comme protestation
Ces gens brûlaient vifs des bêtes dans des camions,
Incendiaient une viande étant sa propre viande;
Trouvaient juste, dans les villes, que se répandent
Des légumes, des fruits, des tonnes d'aliments
Quand meurt de faim partout le peuple des vivants.
La vache s'attardait sur ces ignominies,
S'arrêtait sur certains gestes de barbarie,
Ici et là, dans les marchés, les abattoirs
Mais à quoi bon qu'elle ressasse ce savoir,
Quel pouvoir avait-elle en cette tragédie,
Et sur ces millions d'être que l'on sacrifie,
Et ce sont les plus doux de ce monde si noir,
Et vous savez que vivre est un fil de rasoir ,
A quoi bon évoquer la douleur infinie?
Quel pouvoir avait-elle en cette comédie?
Elle avait accepter d'entrer dans ce parloir
Non pour faire la morale ou pour émouvoir,
Elle venait protester contre une maladie
Qui était née de mentalités, de manies
D'hommes enfantins qui se faisaient un devoir
De changer une terre fertile en mouroir.
"Ce qui gâte l'humain, pensait la pastorale
C'est sa mentalité... sa mentalité sale...
Car l'humain ne se contente pas seulement
De s'inscrire dans la chaîne des aliments
Tourmenter, tuer, manger, c'est dans la nature
Quiconque se nourrit servira de nourriture...
L'homme non content de cette nécessité
Ajoute pour tromper son ennui la cruauté.
Pour lui, la mort devient façon de se distraire.
Exterminer un autre est un jeu ordinaire,
Une mouche, un escargot , un taureau, un ver...
Il s'imagine posséder tout l'univers...
Rien ne lui semble plus que son destin insigne...
Mais le ver qui le bouffe est mille fois plus digne!"

A ce stade, la vache eut des démangeaisons;
Il lui semblait qu'elle allait perdre la raison;
L'animal trembla, puis fit un effort énorme
Pour que son encéphalopathie spongiforme
Ne submerge pas son processus cérébral.
Elle s'efforçait encor de contenir le mal
Pour aller jusqu'au bout de son bovin délire,
Et sa nervosité précipitait son dire:
- Oh, je vous en supplie, reprit-elle en tremblant,
Sauvez-nous, sauvez-vous, il est encor temps
D'échapper aux tripatouillages transgéniques
Qui couvent des mutations pathologiques.
Ne laissez plus les savants vous gouverner
Ne laissez plus les industriels vous berner
Et surtout prenez notre défense...

La vache
Vit brusquement - comme un ballon qui se détache -
S'échapper les mots qui s'étaient précipités.
C'était comme si elle ne pouvait plus débiter
Ses pensées... Comme un premier signe d'aphasie
Annonce l'inévitable paralysie...
Alors n'ayant pas encor terminé sa tâche,
Elle tira la langue pour que l'homme sache
Qu'elle prenait seulement un instant de repos.

Jacques Vallet

Radio libertaire Paris 89.4 Mhz

lundi

8 h 30 : *Lundi matin*, infos et revue de presse

10 h 30 : *Le mélange*, musique et actualité du spectacle

12 h 30 : *La France est cuite*, littérature et théâtre

13 h 30 : *Les partageux de la Commune*, émission sur la Commune de Paris

15 h 00 : *Gens du Sahel et d'ailleurs*, informations juridiques

16 h 00 : *Les chroniques de l'ozone*, poésie, chansons et littérature

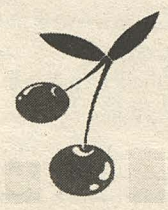
18 h 00 : *A rebrousse poil*, actualité et revue de presse

19 h 30 : *La mémoire sociale*, histoire du mouvement libertaire

21h 00 : *Ça urge au bout de la scène*, actualité de la chanson

22 h 30 : *De la Pente du Carmel, la vue est magnifique*, comme son nom l'indique

0 h 30 : *Acouphène*, techno-culture



mardi

7 h 00 : *Boulibaï session*, musique et information

8 h 30 *Femmes libres* (rediffusion)

10 h 30 : *Abalaloi*, émission d'actualités sociale

12 h 30 : *Wreck this mess* cocktail de musiques radicales

14 h 30 : *L'idée anarchiste*, textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16 h 00 : *Petites annonces*, annonces d'entraide

18 h 00 En alternance:
• *Idéaux et débats*, émission littéraire;
• *Chronique du nouvel ordre mondial*, la géopolitique analysée par les anarchistes.

19 h 30 : *Paroles d'associations*, magazine de la vie associative et culturelle

20 h 30 : *Radio libertaria*, émission de la CNT/AIT

22 h 30 : *Mo Bass*, rap et soul

mercredi

7 h 00 : *Progressions*, musique progressive et informations

9 h 30 : *Cannelle et cerise*, musique et chansons du monde méditerranéen

10 h 30 : *Blues en liberté*, émission musicale blues

12 h 00 : *Sans toit ni loi*, émission sur les mal-logés et la précarité

14 h 00 : *Le manège*, théâtre, cinéma, confiture et café-crème

16 h 00 : *Larsen*, émission musicale rock

17 h 30 : *Décalage horaire*, sur les musiques du monde

18 h 30 : *Femmes libres* femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20 h 30 : *Ras les murs*, actualités des luttes de prisonniers

22 h 30 : *Traffic*, rock, actualités et interviews

24 h 00 : *Les Voyages magnétiques*, musiques, reportages et actualité

jeudi

8 h 30 : *Ni maître ni dieu*, émission de la coordination nationale des libres penseurs

10 h 00 : *Chronique hebdo*, analyse libertaire de l'actualité

12 h 00 : *Le présent têtu*, actualité de la chanson et du spectacle

14 h 00 : *Radio cartable*, la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15 h 00 : *Bibliomanie*, autour des livres...

16 h 30 : *Talkin'jazz*, émission musicale Jazz

18 h 00 : *Si Vis Pacem*, émission antimilitariste avec l'Union Pacifiste de France

19 h 30 : *Affinités électives*, infos gays et lesbiennes

20 h 30 : *Microclimat*, science, écologie, nucléaire, etc.

22 h 00 : *Epsilonia*, musique électro-acoustique et expérimentale

vendredi

8 h 00 : *Infos libertaires*, infos et revue de presse

9 h 30 : *Le quota est respecté*, chanson francophone

12 h 00 : *Tiens, voilà le hallebardier*, l'actualité du théâtre

13 h 30 : *Pensées à débattre*, débats d'idées

14 h 30 : *Jazz en liberté*, free jazz

16 h 00 : *Réflex*, émission du Scalp-Reflex

18 h 00 : *Radio espéranto*, émission de l'association Sat-Amikaro

19 h 00 : *L'Invité du vendredi*:
• *Des droits et des hommes*, émission de la Ligue des Droits de l'Homme;
• *Raison présente*, émission de l'Union Rationaliste de France;
• *Trait d'union*, le mouvement des idées;
• *L'antenne du social*, émission réalisée par des travailleurs sociaux;

21h00 : *Portraits d'Afrique*, culture africaine

22 h 00 : *Le rendez-vous des villages*, débats autour de l'immigration

22 h 30 : Rockontakt, le feeling intact, actualité du rock

samedi

8 h 00 : Réveil hip-hop, émission musicale Hip-Hop

10h00 : La philanthropie de l'ouvrier charpentier, comme son nom l'indique

11h30 : Chroniques syndicales, luttes et actualités sociales

13 h 30 : *Chroniques rebelles*, débats, dossiers et rencontres

15 h 00 : *Deux sous de scène*, le magazine de la chanson vivante

17 h 00 : Bulles noires, bandes dessinées et polar

19h00 En alternance:
• *Tribuna latinoamericana*, actualité politique de l'Amérique latine.

• 21 h 00 : Les nuits libertaires:
• *Orpheas*, musique classique;
• *Bienvenue chez les maitres du monde*, science-fiction;
• *Avis de tempête*, débats avec des invités;

23 h 00 En alternance:
• *Nuits Off*, topologies sonores, rock et chroniques;
• *Harmonie du monde*, musique classique.

dimanche

8 h 30 : Golos trouda, la voix du travail, émission franco-russe

10 h 00 : *La matinée anti-clérical*, émission du groupe André Lorulot-Commune de Paris de la Libre Pensée

12 h 00 : *Folk à Lier*, le magazine des musiques traditionnelles

14 h 00 En alternance:
• *Dissidences*, réflexion sur le pouvoir;
• *Et dans le mot conscience, il y a le mot...* (émission sur la science);
• *Tempête sur les planches*, actualité du théâtre et de la danse;

•15 h 30 : *Romano Lil*, émission de l'association tzigane du même nom

17 h 00 En alternance:
• *Fondu au Noir*, émission sur le cinéma;
• *Il y a de la fumée dans le poste*, émission du CIRC.

18 h 30 En alternance:
• *Ah Jaysis, it's sunday again !* émission de l'association franco-irlandaise;

20 h 30 En alternance:
• *Ça rend sourd*, Punk, Hardcore et mauvais goût...

22 h 00 : Les liaisons dangereuses:
• *Obsession'elles*, rock et libres propos;
• *Radio-activité*, idem;
• *Seppuku*, itou.

La voix sans dieu sans maître et sans publicité

On les appelait les prisonniers de Bragado

«Libérez Vuotto, Mainini et De Diago!» a été le mot d'ordre d'une intense campagne qui secoua le territoire argentin pendant plus d'une décennie. Anarchistes accusés injustement d'un crime que d'autres avaient commis, torturés avec cent autres compagnons emprisonnés à la ville de Bragado à la fin de l'hiver 1931, ils ont été condamnés à perpétuité par une justice à la botte des gouvernements conservateurs.

Après onze années de prison, leur peine est commuée et ils retrouvent la liberté. Mais Pascal Vuotto continue à proclamer son innocence et celle de ses compagnons. Il meurt à quatre vingt neuf ans en 1993, sans avoir connu la loi votée par la Chambre des députés de la nation reconnaissant l'innocence des «prisonniers de Brogado». Présenté sous la forme d'une lettre que la réalisatrice aurait envoyée à Vuotto après sa mort, ce documentaire raconte l'histoire, avec des images de l'époque et des entretiens avec quelques-uns des acteurs de cet événement où l'importance de la campagne de solidarité menée par le mouvement anarchiste, jusqu'à la libération des prisonniers, ressort tout particulièrement. Selon les paroles de Pascal Vuotto: «C'est la solidarité qui m'a rendu la liberté».

Eduardo Colombo :

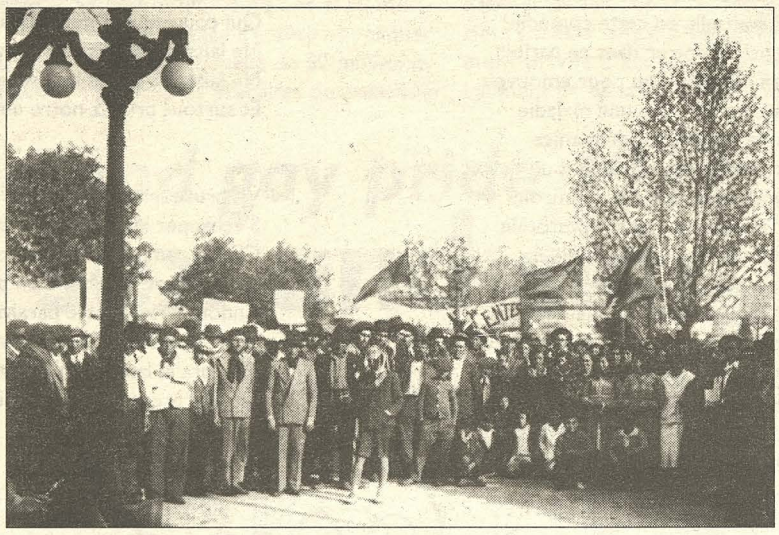
«Je veux remercier ici Mariana Arruti, la créatrice du film, qui a pris le risque pour son premier film de se jeter dans l'histoire souterraine, et c'est d'un courage incroyable. L'histoire souterraine, l'histoire des héros ordinaires, celle de tous les jours, celle que nos enfants devraient apprendre, et non celle qu'on nous impose d'en haut qui ne parle que des batailles et des combats».

Osvaldo Bayer

Ce documentaire réalisé par les élèves d'Osvaldo Bayer – auteur de la Patagonie rebelle et des anarchistes expropriateurs – a obtenu en 1995 le premier prix dans le quatrième festival de cinéma et vidéo à Santa Fé en Argentine. C'est aux efforts de la Fondation Alumbar qui a produit le film et réalisé le sous-titrage en français, ainsi que ceux du CIRA de Lausanne, que les Éditions du *Monde Libertaire* doivent la parution de cette vidéo, la première d'une série que nous espérons longue.

Eric Jarry

La vidéo sera en vente à la librairie du *Monde libertaire* dans le courant du mois d'août au prix de 90 F + 10% de frais de port.



Festival Résistances

60 films du 5 au 11 juillet 1997

Naissance d'un festival nécessaire en Ariège: soixante films qui résistent et présentent des espaces de réflexion sur l'engagement et la lutte contre l'oppression sociale et politique. Comprendre l'histoire, les luttes passées, les manipulations médiatiques, la propagande pour agir et résister aujourd'hui, ce sont les thèmes du premier festival de films de Tarascon-sur-Ariège. L'engagement des cinéastes, des producteurs est essentiel pour présenter des œuvres originales et refuser de jouer le jeu du marché. Dans cette région rebelle par sa tradition de révolte contre le centralisme étatique, il était normal que prenne place ce premier festival de cinéma sur les résistances.

« Ce qui m'intéresse, c'est la manière dont les gens d'origine modeste peuvent résister à l'emprise sociale. Le sens de la résistance, du refus, est une des choses les plus importantes pour moi. » déclarait en 1996 Ken Loach dont le festival présente une rétrospective avec en soirée de clôture « Dockers », sur l'action collective des dockers de Liverpool, la prise de conscience et la solidarité. De *La guerre des demoiselles* de Jacques Nichet, qui retrace une guerre sociale ariégeoise du siècle dernier, au *Camps du silence* de Bernard Mangiante, d'*Un autre futur*/*L'Espagne rouge et noire* de Richard Prost à *Ni travail ni famille, ni patrie* de Mosco, des *Moissons de l'utopie* d'Yves Billon à *L'affiche rouge* de Franck Cassenti, de la *Ballade des sans-papiers* d'Abdallah à *La Promesse* des frères Dardenne, ce sont soixante œuvres récentes, rares ou mythiques projetées, mais aussi des invités, des débats, des expositions de peinture, de photos et des animations musicales.

Contre vents et marées de Richard Prost, quatrième partie d'*Un Autre futur,* sera montré pour la première fois dans ce festival. Ce dernier volet relate la lutte des anarchistes contre la dictature de Franco de 1945 à 1975.

« Résister, c'est aussi refuser de considérer le septième art comme une marchandise, un produit marketing élaboré pour ratisser large et en réduire le sens au plus petit dénominateur culturel commun. » Un premier festival de films attendu…

Christiane Passevant et Eric Jarry

Résistances: Premier festival international de films, du 5 au 11 juillet 1997 à Tarascon-sur-Ariège. Renseignements: Festival Résistances, 4, rue des Barri, 09 400 Tarascon. Tél.: 05 61 05 13 30; fax: 05 61 05 17 81.

100 000 F = une table de mixage

Depuis le début de l'année 1995, la souscription lancée auprès de nos lecteurs et auditeurs a rapporté plus de 250 000 en dons directs et 150 000 par prélèvements. Merci à tous les donateurs

Il est donc temps pour nous de vous informer de l'avancement de nos projets.

En ce qui concerne le *Monde libertaire*, le Congrès 1997 de la Fédération anarchiste a décidé de délocaliser la rédaction de notre hebdomadaire à Lyon.

Un local sera loué et la souscription permettra de financer entre autres le surcoût. Si la rédaction du *Monde libertaire* n'a pas de projet d'achat, la part de souscription lui servira à renouveler le matériel.

Quant aux studios de *Radio libertaire*, après trois ans de visites, de faux espoirs et de refus successifs (car c'était Radio Libertaire), un local a été acheté à Paris. Les travaux d'aménagement vont se dérouler pendant tout l'été et le déménagement est programmé avant le 31 octobre 1997.

Notre souci est d'améliorer la qualité du matériel technique des studios et le confort d'écoute. C'est ce qui nous amène à vous solliciter à nouveau pour remplacer au moins la table de mixage qui donne de sérieux signes de fatigue.

Merci à toutes et à tous. A bientôt, sur *Radio libertaire*, la plus rebelle des radios.

Secrétariat de Radio libertaire

Merci de nous faire parvenir votre chèque à l'ordre de DMC – Radio libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris.

TELE DE QUAT'SOUS

Agenda

Lyon

du 3 au 19 :

Zig Zag aux Beaux-Arts, avec performances, installations et projections vidéos. Les 12 et 13, le Club Atomic propose une programmation de Philippe Châtelain consacrée respectivement à Boris Lehman - «filmer ma vie, ou plutôt vivre en la filmant… cette confusion sinon fusion entre ce qu'on vit et ce qu'on filme, rend évidemment caduque toute notion de norme de genre et de durée.»-et à Pierre Merejkowsky, «certains diffuseurs nous reprochent de faire des films chiants, revendiquons notre statut de réalisateur de films chiants» Du cinéaste belge: *Lettres à mes amis restés en Belgique*, *Babel 1* (160 mn) et *Babel 2* (220 mn), et, du fondateur de Crime et châtiment, *La petite guerre*, *Le cinéaste, le village et l'utopie*, *Nous voulons du chômage*, *C.O.M.E.D.I.E*, *Scène de ménage chez les gauchistes* et un film rarement diffusé: *Myriam 2 ou reportage vérité au coeur de la sainte Russie*. Cette quête onirique poignante d'une amie disparue, en forme de reportage agrémenté d'échappées poétiques, porte en germe le genre créé par P. Merejkowsky: « documentaire-fiction-vérité » interprété par son entourage dont la vie constitue le corps du film. Si ce langage est le plus abouti dans *La petite guerre*, la recherche de l'expression formelle - image « surréaliste » interprétant des quartiers de Paris baptisés, Pont de la Néva, Brest Litowk, bande son sophistiquée, donnent à *Myriam 2* une dimension esthétique poétique. A quand l'alliance des deux?

Grenoble

du 8 au 12 :

Le festival en plein air (Pl. St-André) offre une sélection recherchée de courts métrages, qui ne dédaigne pas des incursions dans le cinéma indépendant. On se souvient de la rétrospective Térayama, un cinéaste d'ombres surréaliste – expérimental – underground japonais. Cette année pour la soirée d'ouverture, hommage est rendu à Marcel Hanoun, un des cinéastes indépendants actuels les plus originaux, dont la mise en scène élégante allie rigueur subtilité et sobriété au service d'un cinéma poétique, farouchement indépendant: «[…] Vouloir et pouvoir s'affranchir de sa propre censure, contourner les règles d'un système, franchir les barrages de la production, cela se paie très cher: cela se paie du refus de la diffusion des œuvres, cela se paie d'un refus d'informer et d'un silence qui s'abat sur la création et sur son auteur, sur son existence même et sur la reconnaissance nécessaire de son travail. Le système, et son ensemble constitué, incluant la critique, ce système pardonne rarement au cinéaste son indépendance […]» (Marcel Hanoun, la création est un cri politique,) 101 n°1)

L'arbre qui gémit, *Ombre à Madrid*, *L'authentique procès de Carl Emmanuel Jung* à partir de minuit.

Paris

Bocal

La télévision ponctuelle de quartier, fête ses deux ans d'existence, durant lesquels l'équipe bénévole a prodigué gags, divertissements, courts-métrages à chute, mais aussi des reportages consacrés, par exemple au collectif *Souriez vous êtes filmés*. La télé-brouette, en pleine expension, a étendu son «réseau de diffusion historique» des café de la rue de Bagnolet dans le 20e, et installe ses magnétoscopes, le 8 au Bréguet à 21h30, à l'Atmosphère à 22h le 10 chez Fanfan à 20h, le 14 à 22h à la Flèche d'Or, le16 à 21 h 30, à l'Oreille Cassée, le 18 à 23 heures au Café de la Plage, le 23 à 22 h au Delly's, le 26 à 22 h, au Goumen Bis et au Gobe Lune.

Tél. 01 43 48 02 08

accès public et No zele TV

Le collectif de libération des médias, affaibli un moment par son expulsion de la rue de Citeaux, reprend une belle vitalité. Hébergé à la maison des ensembles, il y organise régulièrement dans de bonnes conditions techniques, ainsi qu'au Vendémiaire à Montreuil, des programmations « média critique critique des médias », assorties de projections à la carte, d'écrans ouverts, de cinéma d'auteur en plein air (dans la cour), et, on s'en douterait, de débats. L'équipe constitue aussi une vidéothèque, filme la vie du quartier, et met à disposition une documentation sérieuse sur l'accès public (aux canaux hertziens). Dans l'air du temps, bientôt une télévision accès public itinérante de quartier? A voir sur place.

le 4 à 20h

Le foyer Nouvelle-France de Michaël Hoare (expulsion récente à Montreuil), et Une journée portée disparue, (la manifestation des Algériens et sa meurtrière répression en octobre 61)

le 20 à 17 h

Sans papières mais pas peu fières de Samir Abdallah et Rafaël Ventura, et *Carnet d'expulsions* d'Arlette Girardot et Philippe Baque: Le voyage, de St Bernard au Mali, des sans-papiers expulsés Maison des Ensembles, 5, rue d'Aligre11e

Projections en appartement

le 6 à 12 h

Les apéros vidéos, organisés le premier dimanche du mois par Philippe Lefresne, créateur avec Claude Trinquesse des échanges inter régions (trafic) offrent une riche collection d'art vidéo d'expérimental, du non narratif au documentaire.

Tél: 01 43 56 90 78

le 6, le 27, le 3, le 31 à partir de 16 heures.

Stéphane Aulry assure ses thés vidéos du premier et du dernier dimanche du mois en juillet et août.

Tél: 01 42 77 16 62.

Michèle Rollin

merci à Jean-Marc Manach

Sauf mention spéciale, toutes les projections annoncées par la télé de quat'sous sont gratuites.

Une petite sélection de disques et de livres pour l'été

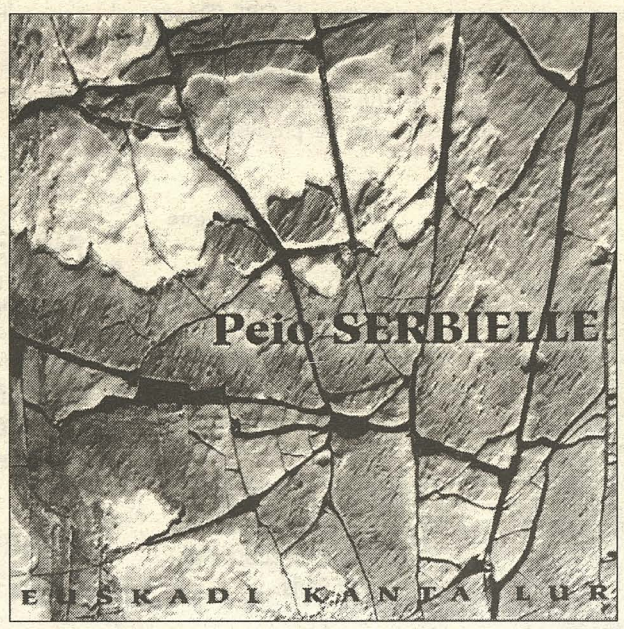
« IL ME FAUT REGARDER au-delà de cet épais brouillard, et apprendre à lutter sans posséder d'outil… ». Lluís Llach a décidé de fêter ses trente ans de chanson en reprenant d'anciens titres, sans nostalgie aucune, mais en les dépouillant, pour la première fois sur scène, de toute orchestration. Ainsi mises à nues, ces chansons de résistances et de luttes prennent un ton nouveau, une nouvelle force. Il faut bien constater – et c'est parfois un constat amer – que ces mots inventés « à force de nuit » sous le franquisme, peuvent être repris aujourd'hui sans avoir rien perdu de leur actualité.

Lors de la dizaine de concert que Lluis Llach a donné récemment dans la capitale, les Parisiens ont pu découvrir un chanteur catalan plus revendicatif que jamais, et qui se bat toujours pour le droit à la différence. Après avoir rappelé que tout pouvoir « corrompt et pourrit », Lluís Llach a présenté la chanson « A force de nuit » ainsi : « J'ai écrit cette chanson en pleine dictature. Mais, aujourd'hui, dans mon pays, certains ministres disent qu'il y a trop d'homosexuels dans les rues. Enfin, ils disent homosexuels, mais ils pensent pédés… Alors, si un jour on vient me chercher, je veux qu'ils me trouvent droit, debout, et avec cette chanson-là… : "A force de nuit, j'apprends, le prix d'un effort, le spasme des pleurs, l'alphabet du cri. A force de nuit, j'ai envie d'un jour nouveau, malgré les bourreaux, massacreurs de raison et de vie : n'oubliez aucun nom, il faudra s'en souvenir pour ne pas répéter le cours de l'histoire." »

Une voix, un piano, des émotions plurielles conjuguées à la beauté d'une langue-musique… Pour ceux qui n'ont pas eu la chance de voir Lluís Llach cette année, un disque enregistré en public au cours de plusieurs concerts donnés en Espagne permet de retrouver toute la magie de cette voix rebelle. Un disque appelé tout simplement : nu.

Lluís Llach. Nu. XXX anys. Un CD édité par Picap N°90 0102-03

On l'a parfois comparé à Lluís Llach, peut-être parce qu'il vient lui aussi d'un petit pays, ou bien parce que sa voix est porteuse d'émotion profonde, mais Peio Serbielle ne peut être comparé à personne. Venant d'« Une terre fragile, sur laquelle il faut marcher sur la pointe des pieds », comme il le disait récemment sur les ondes de *Radio Libertaire*, Peio Serbielle a donc choisi de mettre son talent au service d'une langue - l'euskara- et du Pays basque, l'Euskadi. Dans son dernier album, il reprend des chansons traditionnelles, en leur donnant ce qu'il faut de modernité, tant dans l'élaboration orchestrale que dans les voix, la sienne et celles -toute aussi belles et sensuelles- de quelques chanteuses amies. Chanson d'amour ou chanson de lutte, la première qui ouvre son album est ainsi dédiée à : « Gaizka, basque et homme libre, condamné à deux ans, quatre mois et un jour de prison, pour insoumission au service militaire ». Un disque beau à entendre, et à voir aussi, tant le livret et la pochette ont fait l'objet d'un véritable travail artistique. Beauté minérale et végétale, ce qui reste et ce qui passe… En espérant que Peio Serbielle continuera longtemps à nous offrir d'aussi beau cadeau.



Peio Serbielle. Euskadi Kanta Lur. CD édité par Déclic Communication.

Après le plaisir des oreilles (et des cœurs), quelques petits mots de littérature. Pour cet été, plongez-vous donc dans le livre qui vient de sortir sur Boby Lapointe. Une biographie écrite par Jacques Perciot, pour redécouvrir celui « qui voulait jouer de l'hélicon ».

Un curieux bonhomme qui, outre l'hélicon, la guitare sommaire et le violon tzigane, savait fort bien jouer avec les mots… Ce qui nous ferait presque oublier qu'il fut également l'auteur d'un nouveau système mathématique, et l'inventeur d'ingénieuses trouvailles tel que l'embrayage automatique. Un personnage hors du commun que cette biographie, simple mais chaleureuse, met bien en lumière.

Boby Lapointe. Jacques Perciot. Édition Denoël.

Et pour finir, voici un livre « coup de cœur » destiné aux enfants des lecteurs du *Monde Libertaire*. En effet, Gudule vient de sortir un nouveau roman dans la série « Les frousses de Zoé ». Après « Le fantôme du panier à linge », et « Les ogres du centre commercial », voici donc « En colo avec des démons ». Un roman délicieux, plein de suspense et d'humour, que les adultes aussi peuvent apprécier en cette période estivale. On est loin de la lecture « politiquement correcte ». Eh oui ! Même en bibliothèque rose, le souffle libertaire de Gudule n'est jamais très loin… Et vous ne regarderez plus jamais des nains de jardins de la même manière après avoir lu ce livre… Mais je n'en dis pas plus !

Gudule. « En colo avec des démons », collection : « Les frousses de Zoé », Bibliothèque rose.

Cathy Ytak.

Tous ces disques et livres peuvent être commandés à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Pour que nos petits bronzent chouette… en lisant

Aventures aux Philippines

Roman jeunesse 10/12 ans – Bernard Solet – Collection Zanzibar – Milan – 25 F

Exotisme, enlèvement, aventure, vengeance, trahison, belle héroïne et joli héros, tous les ingrédients sont là pour l'évasion… et le questionnement. Car l'auteur y dénonce l'indifférence des adultes Philippins face à l'exploitation des enfants dans les mines d'or avec la complicité – active cette fois – des polices, des armées, des politiciens, des industriels, de la pègre, etc.

Au milieu de cette société hyper violente, centrée sur le profit – à n'importe quel prix humain –, Tonvo recherche son frère Gerry afin de l'arracher aux mâchoires de ces requins impitoyables. L'aventure sera haletante et jamais déconnectée de la réalité sociale du pays.

Happy end pourtant, mariage de l'héroïne avec l'élu de son cœur, soleil radieux et cocotiers mais… mais l'auteur rappelle que lorsque le jeune lecteur occidental referme le roman, les enfants de la mine y travaillent encore.

Paroles de paresse

Pigremal et Gourgeon – Collection Paroles 8/12 ans – Albin Michel – 59 F

Un livre pour la sieste en pleine cagnasse, au frais. Dans la collection Paroles, je veux la paresse… Cool baby, cool ! Laisse le bon temps rouler et navigue entre les paroles et les illustrations. Le droit à la paresse aussi pour les petits !

Travailler à dix ans

BD jeunesse – Ouvrage collectif – Éditions Orcades – Poitiers

Voici trois histoires d'enfants du tiers-monde du travail racontées sans misérabilisme ni démagogie. Cette BD s'adresse aussi bien à nos petits qu'aux enfants des pays dont elles sont issues, comme moyen d'information sur leurs droits. En Inde, en Indonésie, aux Philippines, des équipes d'ONG européennes ont décidé d'épauler les petits groupes locaux qui essaient d'organiser la défense des enfants-travailleurs.

Ces groupes ont rédigé une tranche de vie de ces petits damnés de la terre et l'ont exprimé en dessins pour être portés à la connaissance locale comme internationale. Un pourcentage du prix de vente est prélevé sur chaque exemplaire vendu en Europe, pour financer ces publications dans les langues d'origine. Shabbir, petit tisserand d'Inde, travaille entre 9 et 10 heures chaque jour, pour une production exportée à 90 % dans une industrie du tapis et les deux tiers des ouvriers ont moins de 14 ans.

José, aux Philippines, a dû quitter l'école pour le plus grand profit d'une plantation de canne à sucre immense où il apprendra la nécessité de la lutte collective malgré une très violente répression patronale. Tini, l'Indonésienne, elle, l'a déjà compris dans « son » usine de tabac, où les enfants, très actifs, sont représentés dans les instances syndicales.

Ces voix basses, ces voix muettes trop souvent, prennent corps dans cette BD, pour se glisser enfin vers les oreilles des enfants d'ici.

Franck Thiriot

19-25 Juillet : « Notes en Bulle 97 » Artigues (Ariège)

Les mordus de la Chanson de l'Association *Els Segadors* nous remettent ça ! Sept jours non-stop de spectacles, débats, animations, etc. La cinquième édition promet, une fois de plus, de belles journées de découvertes ! La particularité de ce festival est d'offrir au plus grand nombre et au moindre coût (objectif de l'association dans le domaine du tourisme populaire) un séjour original, à l'intÈrieur duquel chaque individu, outre les 13 spectacles de chanson, a la possibilité d'assister, participer, ou mÍme s'investir, dans les diverses propositions qu'offre « Notes en Bulle » : débat sur le Chiapas animé par le copain Gérard Lorne qui revient du Mexique (21/07), sortie « active » en montagne pour lutter contre les ouvertures de pistes forestières à la circulation automobile (22/07), débat contre le nucléaire animé par Perline (25/07), mais aussi fête autour de Gaston Couté animée par l'association « Le vent du ch'min » (20/07), randonnée accompagnée en montagne (24/07), spectacle et théâtre de rue (19 et 22/07), l'éternel tournoi de pétanque (21/07), les ateliers divers, l'initiation au Cancœ, une exposition d'affiches anarchistes, le stand de la librairie du *Monde libertaire*, des disques à vendre, bref, pas de quoi s'ennuyer !

Côté spectacle, à côté des valeurs sures de la chanson, Mama Béa, Gilles Elbaz, Mej Trio, nous pourrons redécouvrir Alain Moisan, Annkrist, Bernard Meulien, malheureusement trop oubliés de la scène, ou découvrir d'incontestables nouveaux talents : Jean Mouchès, Alain Brun, Lulu Borgia, Yannick Le Nagard, Daniel Duroy, Shangaie, Nathalie Solence.

Alain Feliu

Association Els Segadors, 09460 Artigues. Tél/fax : 04 68 20 40 76.

Colette Magny s'en est allée

Colette Magny nous a quittés le jeudi 12 juin 1997 à l'âge de soixante-dix ans. Quand quelqu'un de talentueux disparaît, la presse se dépêche de publier éloges et photos.

Probablement pris de court, les journalistes nous ont abreuvés d'inepties écœurantes : d'aucuns l'ont cloué sur un fauteuil roulant depuis dix ans ; d'autres se sont contentés de reproduire *in extenso* la dépêche laconique de l'AFP ; d'autres encore lui ont inventé un « deuxième souffle » avec l'arrivée de la gauche en 1981 ! Je ne pourrais que témoigner de ma rencontre avec Colette quand j'ai eu le plaisir de filmer les répétitions de son dernier spectacle, « Kevork » en 1990. Si de sérieux problèmes de santé l'empêchaient de chanter debout, il n'en reste pas moins que sa voix n'en était en rien altérée et que, bien au contraire, c'était extrêmement impressionnant à voir et à écouter. L'histoire de « Kevork » n'est pas banale : Colette avait rencontré un éleveur de pintades, et cet animal l'avait fascinée au point qu'elle en a conçu l'idée d'un opéra…

Elle a donc sollicité une aide financière. Mais elle n'a pas eu le privilège de plaire au Prince de la Culture et n'obtint pas les moyens qui lui auraient été nécessaires. Bien que lequel Prince l'ait honorée, à son arrivée au pouvoir, du titre de « Chevalier des arts et lettres » ! Il est vrai que cela ne coûte rien…

Elle dut réduire son projet initial et sortit ce disque magnifique qu'est « Kevork », entourée de musiciens qui sont des pointures du jazz… S'ensuivit une tournée : le public, lui, s'est montré franchement enthousiaste ! Colette manquera à beaucoup d'entre nous. Il nous reste douze albums et le souvenir…

Sylvie - Groupe Pierre Besnard

P.S. Le document réalisé lors des répétitions de « Kevork » sera diffusé, dans son intégralité (sans montage) à la rentrée…

Fête de la tradition contre fête de l'Avenir dans la forêt de Brocéliande

Tout ce que l'Hexagone compte de groupes fascistes, révisionnistes, catholiques intégristes et royalistes s'est donné rendez-vous les 21 et 22 juin en forêt de Brocéliande près de Rennes pour la « fête de la tradition ». Derrière ce rassemblement se cache une tentative de récupération culturelle et intellectuelle des mythes et légendes de la forêt de Brocéliande déjà lourdement détournés par quelques sectes d'origine celtique.

Ce rassemblement pourrait paraître risible et ridicule si l'extrême droite ne se montrait si arrogante et sûre d'elle-même, et si le Front national n'affichait pas sa volonté de s'implantater coute que coute dans l'Ouest de la France malgré les revers électoraux qu'il a subit en Bretagne.

Finalement peu de militants d'extrême droite se sont déplacés (environ 150 personnes) malgré le soutien officiel de Le Pen, de Xavier Dor, etc. et la large médiatisation dont a bénéficié ce rassemblement.

La riposte

Face à la « fête de la tradition » la popualtion locale est restée vigilante et active puisqu'elle a réagi en organisant « la fête de l'Avenir » sur le site même de Brocéliande le dimanche 22 juin.

Un collectif regroupant plusieurs courants antifascistes, les Verts, l'extrême gauche, des mouvements bretons jusqu'aux anarchistes s'est crée dans la précipitation pour organiser la riposte.

Débats, tables de presse, concerts (fête de la musique oblige), fest noz ont animés cette journée malgré la pluie et le peu d'information qu'il a été possible de diffuser.

Comme a son habitude, la Fédération anarchiste a apporté sa contribution et son soutien à cette journée et a tenu une table de presse.

Nous restons vigilants quant à la volonté d'implantation du FN en Bretagne, quant à ses méthodes d'infiltration du tissu associatif et son souhait d'organiser prochainement une section du DPS (Département protection sécurité) sur la région. Au fait, M. Chevènement... Où en est-on de la dissolution de cette milice fasciste promise par J.-L. Debré.

F.D. – UR Bretagne

Nuit de l'anarchie à Grenoble

Le groupe Jules-Vallès a organisé le jeudi 19 juin La nuit de l'anarchie, avec conférence et concert au programme.

La première partie était une présentation générale de l'anarchisme, basée sur la brochure intitulée L'anarchisme aujourd'hui, un projet pour la révolution sociale. Ce choix n'était pas anodin ; à mesure de nos apparitions, nous avons senti une demande d'information grandissante, sûrement suscitée par une trop longue absence (en effet, la reconstruction du groupe date de janvier). Une soixantaine de personnes environ sont venues à la conférence, ce qui avait de quoi nous étonner vu le climat local... Une municipalité de gauche du style « mon petit maire est bien brave parce qu'il habite à côté de chez moi ». La partie concert, avec l'énergie des groupes Feverish, Lutin Bleu, Rage Dedans, Thalidomide babies, Virago et Zimpoumploc a également été un succès. L'ambiance était plus que sympathique, les musiciens et le public aussi. Cela montre que les soldarités régionales entre les groupes de la Fédération anarchiste et locales avec les musiciens, les sympathisants et l'association ADAEP qui nous a hébergés donnent un coup de pouce non négligeable à notre essor.

Groupe Jules-Vallès

A Fos, la grève continue

Lorsque nous mettons sous presse, nous apprenons que le conflit qui oppose, à Fos-sur-Mer, l'intersyndicale des syndicats CGT, CNT et CFDT à la direction du groupe Elf-Atochem continue toujours.

Nous nous permettons de rappeler à nos lecteurs et aux militants libertaires que la solidarité financière envers les camarades de lutte est indispensable. Syndicat CNT Chimie de Fos-sur-Mer, BP 133, 13773 Fos-sur-Mer cedex. CCP 12 493 31 H Marseille. Fax, 04 42 63 18 27.

J.T.

Procès ministère de l'Intérieur contre *le Monde libertaire*

Jugement le 4 juillet à 13 h 30 à la 17e Chambre du tribunal correctionnel de Paris.

Procès en correctionnelle suite à l'agression du 22 septembre 1996 à Poitiers

Les anarchistes en tant que plaignants devant la justice bourgeoise, ce n'est ni banal, ni forcément agréable... et pourtant ce fut le cas jeudi 19 juin pour les membres du groupe de Poitiers.

Rappellons brievement que suite à une attaque commando contre un stand de la Fédération anarchiste de Poitiers le 2 septembre lors d'une fête des associations, un, puis deux personnages furent interpellés. Le premier a passé trois semaines en taule, juste le temps de balancer son comparse qui lui, a été emprisonné de fin octobre à début février.

Persuadé d'avoir été victime de l'extrême droite, mais sans preuve, le groupe de Poitiers décida de porter plainte à travers un de ses membres pour avoir accès au dossier.

L'instruction, avec son lot de témoignages et de lourdes confrontations, nous confirma nos premières impressions. Nos deux minables agresseurs étaient membres du FNJ. Un fut secrétaire départemental de l'Indre, du Front national jeunesse (20 ans et lycéen au moment des faits), l'autre était apprenti instituteur dans une école privée, et a été suppléant candidat pour le Front national dans l'Indre aux dernières législatives (23 ans au moment des faits). Leur défense initiale au moment de l'instruction était basée sur leur volonté d'en découdre avec des gauchistes et surtout des anti-FN, et que des divers stands qu'ils envisageaient d'attaquer, ce fut le notre de par sa proximité de la sortie et surtout de par son contenu antipape qu'ils choisirent.

Une vengeance chrétienne ?

Leur défense au procès fut légèrement différente, elle a été essentiellement axée sur leurs convictions religieuses, que les juges qualifièrent d'intégristes et eux de traditionalistes. En effet, après qu'ils se soient rendus à la messe du pape le 21 septembre à Tours, leur véhicule s'est trouvé bloqué par un « immense cortège surtout libertaire... blasphématoire... prônant le meurtre contre les catholiques... ». Choqués, ils décidèrent d'aller se venger le lendemain à Poitiers (haut-lieu bien connu de la contestation gauchiste), car une république qui tolère cela est contre la liberté, celle des croyants bien entendu. Ils nous concèdent « le droit le plus strict d'être anticléricaux », mais en gros, pas en dehors de nos cerveaux! Et de rajouter qu'ils se sont rencontrés non au FNJ, mais dans les marches « pour la vie », en fustigeant une nouvelle fois cette république qui accepte le « meurtre de milliers de petits enfants ». Leurs avocats persistèrent dans la connerie et la bêtise, en déclarant entre autres : « Ce sont des jeunes motivés, au sang bouillant, cela fait plaisir à voir... », ou encore : « A vingt ans, on agit avant de réfléchir, c'est normal sinon on n'est pas jeune... », et même : « Ce sont des croisés des temps modernes combattant l'hérétique ». De plus, ils se mirent à citer dans leur plaidoirie, des slogans entendus dans les manifs contre JP II, comme : « Dieu existe, j'ai marché dedans », et ceci à notre grand plaisir. Ce genre de procès, agression avec armes de sixième catégorie, est bâclé en une demi-heure ou trois quarts d'heures, là, juges et procureur, visiblement peu habitués à ce genre d'affaire, cherchèrent à la faire durer. Le procès dura ainsi près de trois heures, avec parfois, pénibles pour nous, des références continuelles à la famille et surtout aux évangiles, de la part des accusés et de la cour.

La représentante de la partie civile (nous!) a commencé à déclarer qu'ils ne pouvaient être jugés pour leurs idées, cependant qu'une idéologie de la violence entraînait la violence, en rappelant que l'extrême droite, c'était la violence faite aux femmes, à ceux qui ne partagent pas leurs idées, aux immigrés...

Recommenceront-ils ?

Finalement, l'un fut condamné à dix mois dont un ferme (déjà effectué), l'autre à cinq mois avec sursis, avec inscription au casier judiciaire (c'est la seule chose que nous voulions réellement et qu'ils redoutaient le plus, l'enjeu étant ici l'entrée ou non d'un des deux dans l'Éducation), et à verser des dommages et intérêts, qui permettront à la trésorerie de la Fédération de récupérer l'argent donné au groupe de Poitiers pour les frais d'avocat (qui nous a fait don de la moitié de ses honoraires).

Faut-il dans un cas semblable faire la même chose? Pour le moindre dessin ou article, Le Pen et ses collègues, nous assignent en justice, alors en cas d'agression physique caractérisée, aux yeux de tous, il faut montrer que les anarchistes organisés ne se laissent pas attaquer impunément. Devons-nous répondre à la violence par la violence? Pas dans un cas comme celui-ci, où nous avons bénéficié d'un capital de sympathie dont nous ressentons encore les retombées. Nous nous sommes servis d'une arme dont on se sert souvent contre nous, et l'argent versé par les deux condamnés, servira à diverses actions de solidarité.

Groupe de Poitiers

A G E N D A

jeudi 26 juin

PARIS : Le groupe de la Villette de la Fédération anarchiste organise un débat sur le thème « **Quelle alternaitive libertaire au capitalisme ?** » à 20 h 30 à l'Usine, 120, bd de la Villette (M° Colonel-Fabien).

vendredi 27 juin

CHELLES : L'UD-CNT 77 organise une conférence-débat sur le chômage et la précarité avec des acteurs de la marche européenne contre le chômage et de la lutte des maîtres-auxiliaires à 20 h 30 au 1, bis rue Emilie.

MONTPELLIER : Le groupe de la Fédération anarchiste vous invite à l'anniversaire de l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, à partir de 19 heures.

samedi 28 juin

SAINT-OUEN (93) : Le groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste et l'association Le Vent du ch'min organise une soirée sur le thème **Obéir ou résister**. A 16 heures : films (extrait de I comme Icare et documentaire sur les expériences de Stanley Milgram) ; à 17 heures : débats (la soumission à l'autorité, pourune pratique du refus) ; 18 h 30 Film (Propaganda) ; 20 heures : buvette, restauration ; 20 h 45 : surprise ; 21 h 30 : Film (Chomsky, les médias et les illusions nécessaires). 31, rue Farcot (M° Garibaldi). Entrée gratuite.

PARIS : Parainnage civil de sans-papiers à la mairie du 18e, à l'initiative du Collectif 18e. Cette initiative sera accompagnée d'un pique-nique de solidarité (stands, musique, etc.).

14 juillet

PARIS : L'association Thank you Ferré organise un gala avec Graeme Allwright, Louis Capart, Clara Finster, Bernard Haillant, Paco Ibanez, Mouron, Alain Souchon, Joan-Pau Verdier, Marie-Josée Vilar... à 20 h 30 au Trianon, 80, bd de Rochechouart.

7/14 juillet

LA CELLE DUNOISE (entre Bonnat et Dun-le-Palestel) (23) : Un camping anarchiste est organisé par la FA de la Creuse à du 7 au 14 juillet sur le camping municipal (10 F la nuitée, 7 F par véhicule). Nombreuses possibilités de détente (ballades, baignade, canoe-kayak, tennis, équitation), débats, musiques, repas collectifs... Renseignements : 05 55 81 15 54 ou 05 55 66 47 36.

18/19/20 juillet

L'ISLE-SUR-SORGUE (84) : Les groupes de Nice et Toulon de la Fédération anarchiste tiendront une table de presse lors du festival **Warriors**. Au programme une quinzaine de groupes dont Infraktion, No one is Innocent, Les Wampas et Ludwig von 88.

samedi 19/dimanche 20 juillet

DOMEYROT (23) : L'association Ouistiti et des libertaires organisent le festival Ouistiti : deux jours de musique (chansons françaises, rock, blues, rap, soirée hip-hop...). Tous les spectacles sont gratuits. Stands, bouffe, buvette, camping et spécialités locales...

samedi 26 juillet

SAINT-OUEN (93) : Le groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste et l'association Le Vent du ch'min organise une rencontre autour de **L'Espagne libertaire**. A 16 heures : documentaire (Contes de l'exil ordinaire) ; à 17 heures : débats sur les camps de prisonniers espagnols en France ; 18 h 30 : Film (Les Olympiades oubliées) ; 20 heures : buvette, restauration ; 20 h 45 : surprise ; 21 heures : Film (Un Autre Futur) ; 23 h 30 : dernières discussions, autour d'un verre... 31, rue Farcot (M° Garibaldi). Entrée gratuite.